front rouge

organe central
du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N° 155 8 MAI 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,50 F

VIETNAM : VICTOIRE !

Vive Saïgon - Ville Ho Chi Minh libérée

pages 7-8-9

USINOR : les CRS expulsent les travailleurs en lutte contre le chômage partiel

page 3

CHINE : la lutte pour la consolidation de dictature du prolétariat

page 10-11

les manifestations du premier mai

page 4

CONTRE LE CHOMAGE, UNITÉ POPULAIRE

Face à la montée du chômage sous toutes ses formes, la combativité de la classe ouvrière ne désarme pas. Aux côtés des travailleurs de Grandin, Everwear, Teppaz, Fantasia, et de nombreuses petites entreprises menacées de fermeture, les sidérurgistes d'Usinor viennent d'entrer en lutte contre le chômage partiel. Ce ne sont encore que les premières ripostes à la politique de crise de la bourgeoisie, mais de plus en plus clairement apparaît la nécessité d'engager un combat d'ensemble et de classe contre cette politique.

C'est tout le sens des propositions d'organisations, de revendications, développées par notre Parti. Sur la base d'une plate-forme politique qui embrasse tous les aspects du chômage, pour en montrer la liaison indissoluble avec la nature même du capitalisme, il s'agit de renforcer les sections syndicales d'entreprise, pour rompre avec la démobilisation générale, entretenue par les dirigeants révisionnistes et réformistes. Il s'agit encore plus largement que dans les entreprises de développer partout des comités de lutte contre le chômage, pour briser l'isolement des luttes d'usines, pour forger l'unité des ouvriers en activité et des chômeurs, pour mobiliser toutes les victimes, à un degré ou à un autre, du chômage. Dans la lutte difficile qu'engagent les travailleurs contre le chômage, il est possible et nécessaire de rassembler une large unité populaire. Mais à l'heure où les faux communistes du P-C-F parlent d'« union du peuple de France », il importe de préciser et la cible et les contours de cette unité populaire.

UNE UNITE POPULAIRE POUR FAIRE PAYER LA CRISE A LA BOURGEOISIE

Alors que les travailleurs, tout en engageant la lutte, se posent la question d'en finir avec une société où le chômage ne fait que s'aggraver, les révisionnistes du P-C-F s'évertuent à essayer de les convaincre que l'issue n'est pas dans la révolution, mais dans une gestion différente du capitalisme.

Expliquant que « la crise n'est pas fatale », ils mettent en avant une argumentation démagogique de « relance de la consommation », susceptible, selon eux, de résorber le chômage. Mais cette démagogie cache mal leur désir de gérer le capitalisme et... le chômage. Malgré un durcissement apparent, un semblant d'appel à l'action, ils n'ont en fait d'autres perspectives à offrir aux travailleurs que la possibilité d'une victoire électorale de l'Union de la Gauche. Et pour que cette possibilité ait quelque chance de devenir un jour réalité, l'alliance qu'ils proposent, c'est celle des ouvriers et des petits patrons, c'est en définitive l'alliance des exploités et des exploiteurs, dont ne seraient en fait exclus que quelques archi-milliardaires.

La logique de cette alliance, c'est la reconnaissance de la rentabilité capitaliste comme d'une loi devant laquelle les ouvriers ne peuvent que plier, c'est la trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière au profit de ceux de la petite bourgeoisie.

L'unité populaire, impulsée par notre Parti, n'a rien de commun avec une telle alliance contre-révolutionnaire. Elle procède d'une toute autre logique : celle des travailleurs. Elle part du point de vue qu'il n'y a pas d'autre issue au problème du chômage que d'en abattre la racine, le système capitaliste.

Face à la crise de la bourgeoisie, dont l'extension du chômage est une des manifestations, il ne s'agit en aucune manière de chercher à sa place des solutions à ses difficultés. Au contraire, dans la lutte contre le chômage, il s'agit de faire payer la crise à la bourgeoisie, d'aggraver ses difficultés.

Voilà la base sur laquelle se construira l'unité populaire contre le chômage : le refus de toute collaboration de classes qui s'exprime dans le mot d'ordre: « Pas un seul licenciement, à la bourgeoisie de payer la crise ». Son ciment, c'est la classe ouvrière, ouvriers en activité et chômeurs.

UNE TELLE UNITE POPULAIRE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Aujourd'hui une unité populaire large peut se réaliser sur de telles bases.

D'une part, en effet, le chômage ne touche pas seulement la classe ouvrière, mais aussi d'autres couches de la population. D'abord les petits paysans bien sûr, rejetés tous les jours en plus grand nombre vers les usines, mais aussi les employés (PTT, hôpitaux, etc.), dont beaucoup sont auxiliaires et à la merci d'une rupture de contrat. Ce sont aussi les jeunes, particulièrement ceux des CET, qui seront 600 000 dès juillet à chercher du travail, ou encore les femmes sans emploi.

De multiples liens unissent ces couches à la classe ouvrière. Rares en effet sont les familles paysannes, où un enfant au moins n'est pas ouvrier, ou élève d'un CET.

Aujourd'hui, d'autre part, et c'est sans doute l'aspect le plus important, ces couches ont les yeux tournés vers la classe ouvrière. Depuis plusieurs années, les paysans les plus résolus insistent sur l'unité de leur combat avec celui de la classe ouvrière. La vente directe de produits agricoles est déjà une tradition du mouvement paysan révolutionnaire. Mais il ne s'agit plus seulement des paysans. De larges couches d'employés sont entrées en lutte ces dernières années : ceux des grands magasins, les employés de banque, puis récemment les postiers et les hospitaliers. Leurs revendications, leurs formes de lutte, les ont rapprochés de la classe ouvrière. En même temps, la barrière de l'idéologie du fonctionnaire, le corporatisme qui assurait à la bourgeoisie une relative neutralité de ces couches ont été ébranlés. Des aspirations révolutionnaires ont commencé à se faire jour dans ces couches. Et au travers de leurs luttes, mais surtout de leurs échecs, de nombreux travailleurs de ces couches ont compris la nécessité de l'unité avec la classe ouvrière pour la satisfaction de leurs revendications mais aussi dans un combat commun pour une autre société. De la même façon, de nombreux intellectuels, enseignants ou élèves n'acceptent plus le rôle que leur assigne la bourgeoisie dans l'asservissement idéologique de la classe ouvrière. Ils aspirent à se mettre à son service.

Cette unité populaire aura de multiples moyens de s'exprimer dans la lutte contre le chômage, en particulier dans les comités de lutte. Elle est la condition pour transformer le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat, transformer la situation « d'attente » actuelle en une offensive d'ensemble de la classe ouvrière contre le chômage.

Elle est aussi le moyen pour que, sur un point précis, le chômage, commencent à se tisser de solides alliances de classes en vue de la révolution et de l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Frédéric MONTAGNET

les ouvriers boulangers : oui, nous avons le droit de vivre

C'est ainsi que débute le texte de la pétition lancée à l'initiative d'ouvriers boulangers et pâtissiers, nous leur avons demandé comment et pourquoi ils luttaient.

FR : *Quelles sont vos conditions de travail ?*

Alain : J'ai passé le C.A.P. de pâtissier l'an dernier, et j'ai dû faire quatre boîtes ; je croyais chaque fois que ce serait mieux, mais je me suis aperçu que toutes les boîtes, c'était pareil. Beaucoup de gars veulent laisser tomber le métier après le C.A.P. à cause des heures, on fait souvent 60 heures et plus.

Didier : Je suis ouvrier boulanger ; je fais 66 heures, je commence à 3 heures du matin et je termine souvent pas avant 2 heures de l'après-midi. On ne sait jamais à quelle heure on va sortir.

Et les vendeuses, elles, font autant d'heures que nous, des fois, elles font la vaisselle des patrons, et elles ne sont presque pas payées.

Les apprentis font plus des 40 heures légales et souvent ils sont tabassés.

Est-ce que la mécanisation a amélioré votre travail ?

Didier : Le progrès ça n'a pas changé le boulot. Les cadences sont excessives ; moi, je suis tout seul dans le fournil, dans le mois je soulève 65 quintaux de farine.

Combien gagnez-vous ?

Alain : J'ai 1 600 F, logé, mais le logement est lamentable, on n'a pas d'eau courante et on n'est pas chez nous : le patron peut venir nous chercher pour travailler quand il veut.

Quels sont vos moyens de lutte ?

Alain : C'est difficile de lutter. Si tu as un conflit avec le patron, il faut qu'il y ait dix ouvriers boulangers ou pâtissiers de dix maisons différentes, dans le même arrondissement, qui le demandent pour qu'un inspecteur du travail se déplace.

Pour faire grève, il faut envoyer à l'avance une lettre à l'inspecteur du travail.

Il y a une loi qui limite les horaires de travail à 54 heures mais les patrons nous font faire plus et on ne peut rien faire, si on proteste on est licencié. On est très dispersés : un ou deux par maison, c'est pour ça qu'on veut se regrouper.

Didier : On a lancé une pétition pour pouvoir se regrouper et s'organiser pour lutter pour améliorer nos conditions de travail. Nos revendications :

— 50 heures par semaine,
— dimanche payé 25 %,
— heure de nuit à 50 %,
— jour de fête à 100 %,
— 2 jours de congé par semaine,
— 5 semaines de congé annuel.

Nous appelons tous les ouvriers et apprentis qui sont d'accord avec ces revendications à signer cette pétition et à engager la lutte.

(Pour prendre contact, s'adresser au journal qui transmettra.)

travailleurs de la sécurité sociale et des hopitaux... même patron, même combat

reprennent les travailleurs de la S.S. à la manifestation du 29

C'est plus de 4 mois après les grèves des postiers et des hospitaliers que les directions syndicales ont appelé à des journées « d'action » dont 48 heures de grève le mardi 29 et mercredi 30 avril à la Sécurité sociale sur le plan national.

Pour les directions syndicales, il s'agissait de canaliser le fort mécontentement en proposant comme aboutissement aux journées de grève, la manifestation du 1er mai placée sous le signe du Programme commun. Cette perspective n'a pas soulevé l'enthousiasme des employés de la Sécurité sociale qui n'ont que faiblement participé à la manifestation du 1er mai de l'après-midi, alors qu'ils avaient été plus de 5 000 à manifester le mardi 29 avril à l'appel de leurs organisations syndicales. C'est d'abord leur refus de la politique de crise que les employés de la Sécurité sociale ont largement montré dans cette manifestation en reprenant massivement, face au mot d'ordre pleurnichard des révisionnistes du P-C-F, « augmentez nos salaires » !

* *Nous voulons, nous aurons satisfaction !*
* *1 700 F minimum, 250 F pour tous !*
* *Salaires de misère, rendement, y'en a marre !*

En effet, la bourgeoisie impose des salaires de misère. L'absence d'effectifs, de locaux en nombre suffisant et l'intensification du travail : à l'embauche, 1 300 F par mois pour 40 heures de travail ; il faut passer des examens pour devenir guichetier (ce que la bourgeoisie appelle technicien qualifié ! ! !) et accéder à un salaire d'environ 1 500 F par mois. Le salaire est étroitement lié à la « bonne conduite » de l'employé et au rendement imposé par la direction. Quant aux conditions de travail, c'est le bruit, la fumée, la fatigue nerveuse, au milieu des travailleurs entassés durant 4 heures parfois dans une petite salle d'attente. Surtout la direction cherche à faire de l'employé aux guichets une sorte de tampon entre, d'une part, les justes aspirations des travailleurs et, d'autre part, sa législation basée sur le profit, c'est encore ce que nous avons dénoncé en reprenant :

* *Employés, assurés, même patron, même combat !*
* *Sécurité sociale : service du capital ; médecine gratuite !*

Toutefois, 48 heures de grève et une manifestation dans des quartiers déserts de Paris ont montré leurs limites et les travailleurs aujourd'hui sont de moins en moins nombreux à être dupes. Les syndicalistes révolutionnaires ont dénoncé les manœuvres des directions syndicales affiliées au Programme commun, ils ont dénoncé la ligne réformiste impulsée dans le syndicat et montré les limites de telles actions sans perspectives. C'est en ce sens aussi qu'allait le mouvement de masse, lorsque plusieurs fois, notamment en passant devant des travailleurs des PTT, il fit entendre. « Sécurité sociale, hôpitaux, même patron, même combat ! »

Les travailleurs de la Sécurité sociale comme les travailleurs des PTT sont des couches charnières dont les conditions de vie et de travail tendent à se rapprocher toujours plus de la classe ouvrière, nous devons y accorder toute notre attention, et travailler à forger l'alliance des employés et des ouvriers pour le socialisme..

Solidarité avec les travailleurs de la Sécurité sociale !

Corresp. Délégué CFDT
Région parisienne.

rogers-color : unité des ouvriers actifs et des chômeurs !

Rogers-Color, c'est un laboratoire de développement photo de la banlieue de Nancy, qui emploie 70 personnes, une majorité de femmes, de jeunes de 20 à 25 ans, c'est une boîte qui embauche car ça tourne beaucoup. Les contrats d'embauche sont de 3 mois, beaucoup ne sont pas renouvelés. C'est un ouvrier qui parle : « Ils nous tiennent avec les contrats, ça permet de pratiquer de bas salaires ; celui qui revendique, à la fin du mois on le remercie. Il n'y a pratiquement pas d'anciens ; on fait 54 h 30 par semaine, on travaille même le samedi ».

« La grève a commencé le 29 avril, à l'initiative de la section CFDT qui a tout juste 2 mois. Les revendications nous les avons fixées nous-mêmes :

— 1 700 F par mois,
— les 40 heures,
— 3 semaines consécutives de congé en été,
— suppression des contrats à durée limitée. »

A Rogers-Color, les travailleurs sont déterminés, la grève est très active : occupation, popularisation, collectes. Ce sont les grévistes qui décident de l'action ; l'usine est ouverte à tous pour le soutien. Vendredi, les grévistes ont participé à un concert organisé par le collectif « Le temps des cerises ». A Rogers-Color, les travailleurs ont conscience de lutter contre la politique de crise, contre le chômage et l'intensification du travail.

Rogers-Color vaincra !

unimel-besançon non aux contrats à durée limitée non à la politique de crise

Après 8 jours de grève, la lutte continue ; maintenant quand on arrive à UNIMEL dans la zone industrielle de Besançon, on voit sur le fronton de l'usine en lettres rouges : « UNIMEL en lutte pour ses revendications. Usine occupée, nous vaincrons », et sur les portes « UNIMEL en lutte ». Depuis 8 jours, nous sommes en grève et depuis 8 jours, nous occupons. Pourquoi ? D'abord pour la suppression des contrats à durée limitée et l'embauche définitive des temporaires. **Cette revendication, qui ne figurait pas dans la liste de celles pour lesquelles les sections CGT et CFDT ont appelé à la grève, a été dès les premiers jours, à l'initiative de notre Parti, reprise par l'ensemble des travailleurs, et mise en tête de nos revendications. Unimel a tout intérêt à ce genre d'embauche avec contrats de 2 mois renouvelables. En février, 47 travailleurs ont été embauchés dans ces conditions. L'ensemble des travailleurs a compris l'importance de la suppression de ces contrats et s'est mobilisé pour l'obtenir. Quand le patron a proposé 21 titularisations sur 47 et des contrats de 6 mois pour les autres, la réponse des travailleurs a été : non ! Voilà un bel exemple de détermination et d'unité.**

Non à la politique de crise ! **A nos revendications de 1 500 F net l'embauche, de 500 F de prime de vacances et du maintien des 2 % annuels dits « de maintien du pouvoir d'achat », le patron répond qu'il ne peut rien. Le prétexte, c'« est la crise » ; les masses consomment moins de pâtisserie; la Générale Alimentaire (trust auquel appartient Unimel) ne ferait aucun bénéfice ! Le patron serait une victime coincée entre la direction de la Générale Alimentaire et les travailleurs ! Voilà les arguments qu'ils développent dans l'espoir de nous faire accepter des miettes. Mais ce chantage à la crise, cet appel à la collaboration de classes ne trouvent aucun écho parmi l'immense majorité des travailleurs. Nous maintenons nos revendications.**

La grève est active, la nuit, le piquet de grève se tient autour du feu ; les collectes ont commencé dès le deuxième jour. A l'intérieur, on passe des films comme celui qui montre la lutte des petits paysans contre la firme agro-alimentaire qui elle aussi appartient à la Générale Alimentaire, comme « Une journée à Hanoï », « Histoire d'A » et un film sur Lip. Le PCR(ml) bénéficie dans l'usine d'un large courant de sympathie dû principalement à la part active prise dans la lutte par le Parti mais aussi au soutien qu'apportent de l'extérieur d'autres camarades, notamment pour la popularisation, les collectes et les services matériels. Ce courant de sympathie met en échec les tentatives de ceux qui veulent nous isoler, notamment de quelques éléments révisionnistes qui dénoncent en vain la « politisation » de la grève et l'« infiltration d'éléments extérieurs ». Les travailleurs savent bien discerner entre ceux qui apportent un soutien ferme à notre lutte, même s'ils sont extérieurs à l'usine et ceux qui à l'intérieur de l'usine prêchent le défaitisme et ne font rien pour mobiliser l'ensemble des travailleurs.

Qu'Unimel, usine réputée docile (la dernière grève remonte à 1968) se lance dans une telle grève est un signe que les travailleurs n'acceptent plus ce que le capitalisme en crise leur fait subir. C'est à notre Parti de transformer ce refus en une volonté consciente d'édifier le socialisme : le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le 4 mai 1975.
La cellule du PCR (ml) et des travailleurs d'Unimel.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

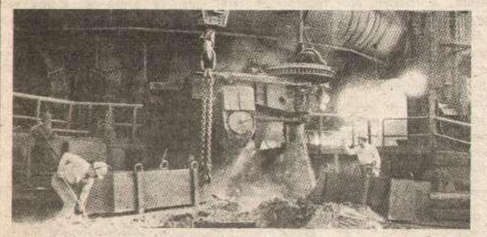
abonnez vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui fournira le tarif

USINOR : les travailleurs engagent la lutte contre le chômage partiel



Lundi, 21 h, à Usinor Dunkerque, les ouvriers de l'équipe de l'aciérie 2 viennent prendre la relève de leurs camarades. A peine arrivés, ils s'entendent dire par leur chef qu'il faut « **en mettre un coup** ». Leur réponse est rapide et nette. Ils cessent le travail et occupent leur lieu de travail en bloquant la production, entre autres les mélangeurs remplis de fonte liquide. Ils refusent d'« en mettre un coup », alors qu'ils sont soumis à un chômage partiel : 5 jours par mois qui amputent leurs salaires. Ils savent que la veille l'aciérie 1 était au chômage et que si on leur demande d'« en mettre un coup », c'est pour rattraper la production qui n'a pas été faite par leurs camarades. Ils en ont assez d'être à tour de rôle au chômage, alors que leur charge de travail s'accroît : c'est 10 poches qu'ils coulent par poste au lieu de 6 avant.

Déjà, les semaines précédentes, des actions avaient démarré spontanément, en particulier au train à bandes : débrayages de 2 heures, les pontonniers avaient également débrayé 1 heure contre les journées de chômage partiel qui provoquaient un mécontentement unanime de plus en plus fort.

Mardi, la grève continue à l'aciérie 2, les délégués CFDT convoquent des réunions d'information où les ouvriers des autres équipes de la 2 et de l'aciérie 1 décident de se joindre à l'action et de bloquer les mélangeurs pour faire pression sur la direction.

Les revendications posées par les ouvriers s'attaquent au chantage de la bourgeoisie à la crise :

- paiement à 100 % des jours chômés,
- programmation pour résorber le chômage.

S'il y a des difficultés dans la sidérurgie, les travailleurs refusent d'en faire les frais ; alors que les dirigeants révisionnistes de la CGT demandent un aménagement du chômage : 5 jours chômés groupés, ils se battent contre tout chômage.

Partis spontanément en lutte, les travailleurs doivent s'organiser et renforcer leur lutte sans les principaux dirigeants syndicaux qui, soit leur sont hostiles (CGT), soit comme à la CFDT disent les approuver, mais n'offrent aucune perspective, n'organisent rien. La direction de la CGT, qui s'était déjà opposée à la lutte pour la sécurité l'an dernier, montre une nouvelle fois son vrai visage. Dans un tract, elle condamne l'action : « **il ne faut pas se suicider par des actions démagogiques et minoritaires, dans des grèves illimitées vite impopulaires. Il ne faut pas laisser agir ceux qui poussent au désordre et se sauvent devant leur responsabilité** ». Elle demande aux travailleurs de renoncer à leur lutte et préconise les débrayages « **d'1 ou 2 ou 3 h** » qui ne peuvent pas faire céder la direction. Elle revendique pour aménager le chômage : les 5 jours groupés.

Les ouvriers des aciéries, au contraire, adoptent des formes de lutte susceptibles d'obtenir de la direction leurs revendications. Non seulement ils sont en grève illimitée avec occupation, mais ils bloquent les mélangeurs chargés de fonte liquide, tant que la direction refuse de prendre en compte leurs revendications. C'est un moyen de pression efficace, car au bout de quelques jours, la fonte en se durcissant dans les mélangeurs, les détériore. La direction est acculée par les ouvriers : soit elle cède, soit elle prend le risque de la détérioration des six mélangeurs.

Pour renforcer leur lutte, les ouvriers des aciéries font des délégations dans d'autres secteurs d'Usinor : train à bandes, quarto, hauts fourneaux, dont les travailleurs débrayent pour les appuyer.

Contre les aciéristes, la direction utilise la répression : elle obtient de la justice bourgeoise, après un constat d'huissier, un jugement qui interdit l'accès de l'aciérie à 4 délégués CFDT qui participaient à la lutte. Et elle brandit la menace d'une intervention des CRS si les mélangeurs ne sont pas évacués.

Vendredi soir, à 21 h, en apprenant les menaces de la direction, les ouvriers décident de poursuivre la lutte, l'aciérie 1 et l'aciérie 2 communiquent par téléphone et un système d'alarme est mis en place en cas d'intervention policière. Au pied des mélangeurs, les travailleurs discutent par groupes sur la poursuite de la lutte, sur les menaces de la direction. A chaque aciérie ils sont environ une soixantaine de l'équipe C, renforcée par des ouvriers de la B, sans cesse des travailleurs des autres secteurs vont et viennent pour discuter, s'informer de ce qui se passe. A 23 h, à l'aciérie 1 la sirène sonne, les ouvriers accourent. Les flics interviendraient à l'aciérie 1. En fait, c'est le commissaire de police qui vient signifier aux ouvriers l'ordre d'évacuer, mais ceci montre la vigilance des ouvriers.

Pourtant, à 4 h du matin, lors de leur intervention, les 500 CRS ne rencontreront pratiquement pas de résistance. Pourquoi ? Les travailleurs sont surpris et surtout ils sont trop peu nombreux, rien n'est vraiment organisé pour affronter les CRS : système d'alarme inexistant entre les aciéries ; les directions syndicales s'interposent pour empêcher la riposte des ouvriers. Malgré tout les CRS frappent : deux ouvriers sont blessés.

Après l'évacuation des travailleurs, la maîtrise sous la protection des CRS vide les mélangeurs : la fonte est encore liquide, mais la direction en frappant à voulu briser net la lutte des ouvriers et les priver d'un important moyen de pression.

Malgré l'intervention policière, la lutte se poursuit et s'étend, aujourd'hui lundi, c'est l'ensemble d'Usinor Dunkerque qui est paralysé par la grève.

La lutte des aciéristes d'Usinor Dunkerque est exemplaire à plus d'un titre :

- pour les revendications posées : non au chômage partiel ;
- par les formes de lutte utilisées ;
- parce qu'elle passe outre l'attentisme des directions syndicales.

C'est la première lutte d'ampleur contre le chômage partiel qui touche actuellement en France des centaines de milliers de travailleurs.

Par le chômage partiel, le chantage à la crise, la bourgeoisie espère désarmer les travailleurs, leur faire accepter la baisse de leurs salaires, la restructuration de son économie et l'intensification du travail. C'est ce plan que mettent en échec les ouvriers d'Usinor en arrêtant la production. En bloquant les mélangeurs, en s'opposant à leur vidange, ils se sont assuré des moyens supplémentaires pour faire céder la direction.

L'importance de cette lutte n'échappe pas aux travailleurs et aux habitants de la région : à Grande Synthe, cité-dortoir proche de Dunkerque, où logent de nombreux ouvriers d'Usinor, dans les cafés, les commerces, on ne parle que de la lutte. Les femmes qui doivent compter avec 200 à 300 F en moins par mois sur le budget familial, approuvent avec force la lutte, leur révolte n'a pas peu contribué à décider leurs maris ou leurs fils à engager la lutte.

Par leur lutte, les travailleurs d'Usinor montrent qu'ils refusent de faire les frais des difficultés économiques actuelles de la bourgeoisie : ils n'en sont pas responsables. D'ailleurs, quelles que soient les difficultés des patrons, leurs caisses sont pleines, comme l'avoue le journal patronal « L'Expansion », dans son numéro de janvier 1975 : « Le boom qui vient de s'achever a permis aux sidérurgistes à la fois de remplir leurs caisses, de réduire leur endettement et d'achever l'essentiel de leurs investissements ».

Les patrons peuvent payer ; les ouvriers d'Usinor les obligeront à payer !

- Paiement à 100 % des jours chômés.
- Programmation de la production pour résorber le chômage.
- 250 F d'augmentation mensuelle pour tous !

Le 5/5/1975.
Serge LIVET.

Communiqué de presse de l'Union des Etudiants de la Côte Afar - Somalie

HALTE A LA RÉPRESSION COLONIALE FRANÇAISE EN COTE AFAR - SOMALIE

Depuis plus de dix jours, Djibouti est en état de siège. Des centaines de patriotes emprisonnés, des centaines de blessés, tous les quartiers populaires quadrillés par les forces populaires coloniales. Tel est le bilan de la nouvelle vague de répression qui vient de s'abattre sur le peuple de la côte Afar-Somalie.

Les faits :

— Jeudi 24-4-75 : les lycéens de Tadjourah (3e ville) se mettent en grève pour protester contre leurs conditions de vie déplorables à l'internat.

— Vendredi 25-4-75 : l'administration coloniale et le fantoche Areb décident de fermer le lycée et les écoles primaires à Tadjourah. En réponse à cette mesure fasciste, une manifestation populaire fut organisée exigeant la réouverture des établissements fermés.

— Samedi 26-4-75 : une organisation à couverture culturelle (les organisations politiques sont interdites) envoie des instituteurs en chômage pour assurer des cours aux élèves de septième afin de leur permettre de passer l'examen d'entrée en sixième et le certificat d'études primaires. L'administration coloniale riposte par l'envoi de la police qui attaque les élèves et les instituteurs à coups de grenades lacrymogènes alors qu'ils étaient en classe, bilan : plusieurs blessés et un instituteur emprisonné.

— Lundi 28-4-75 : le patriote emprisonné, Ibrahim Ali, fut transféré à la prison centrale de Djibouti. Lors de la comparution devant le juge d'instruction, une grande manifestation de solidarité eut lieu devant le Tribunal ; comme à l'accoutumée, la force de l'ordre colonial matraque les manifestants.

Bilan : des dizaines de blessés de part et d'autre dont six policiers et le chef de district (équivalent du sous-préfet).

— Mardi 29-4-75 : les travailleurs de plusieurs secteurs déclenchèrent un mouvement de grève de solidarité. Nouvelle manifestation devant le Tribunal à l'occasion de la deuxième comparution du patriote Ibrahim Ali, ce qui entraîne de violents affrontements. C'est ensuite que la police répressive procédera à de nouvelles arrestations à domicile dont furent victimes plus de 250 patriotes internés dans les divers camps de concentration du territoire. Tous les quartiers populaires sont quadrillés par les forces répressives coloniales.

Loin de se décourager devant cette nouvelle vague de répression, le peuple de la Côte Afar-Somalie continue la lutte. La grève des travailleurs des lycéens s'est étendue à tous les secteurs et se poursuit. Le lycée colonial de Djibouti a été incendié. Les grévistes posent comme condition de reprise du travail, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les patriotes.

C'est dans ce climat de terreur que Stirn, le ministre des Colonies, s'est rendu à Djibouti le jeudi 1er mai dans le secret le plus absolu. Il fut accueilli par une manifestation monstre avec pour mot d'ordre l'indépendance totale et immédiate et la libération immédiate des patriotes emprisonnés avant l'arrivée du ministre des Colonies. Comme d'habitude, la force de l'ordre colonial réprima les manifestants : 70 nouvelles arrestations, des centaines de personnes ont été expulsées du territoire.

Une vingtaine de patriotes emprisonnés comparaîtront devant le Tribunal une heure après que Stirn aura quitté Djibouti pour se rendre dans le cercle de l'intérieur (cercles : ce sont les circonscriptions administratives existant dans le soi-disant territoire français des Afars et des Issas. Il en existe cinq en comptant celui de Djibouti).

Pour prévenir des manifestations à Ali Sabieh, Dikhil, Obock, Tadjourah, la Légion Etrangère et l'Armée ont encerclé les villes. Toutes communications avec Djibouti sont coupées.

- *Des centaines de personnes sont gardées dans les camps de concentration.*
- *Des centaines de manifestants ont été expulsés du territoire.*
- *Dans les quartiers populaires quadrillés depuis plusieurs jours, se pose le problème du ravitaillement.*

L'Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somalie

- *soutient la lutte du peuple de la Côte Afar-Somalie pour son indépendance nationale.*
- *condamne l'agression du colonialisme français,*
- *dénonce le silence complice de la presse bourgeoise sur cette répression coloniale,*
- *appelle tous les travailleurs et anti-impérialistes français et étrangers à manifester leur solidarité avec la lutte du peuple de la Côte Afar-Somalie.*

LES MANIFESTATIONS DU 1ER MAI

Paris

Ce 1er Mai, notre Parti appelait à manifester le matin de République à la mairie du XXe, en passant par les quartiers populaires de Belleville, de la rue des Pyrénées... Avant l'heure du rassemblement, place de la République, notre Parti s'était rendu à Belleville appelant les travailleurs du quartier à se rendre à la manifestation, et c'est un cortège militant des sections de notre Parti, qui s'est rendu au point de départ de la manifestation.

Une dizaine de milliers de personnes ont ainsi manifesté trois heures durant dans ces quartiers. En tête, des groupes de femmes en lutte, des travailleurs handicapés, d'ouvriers de l'imprimerie regroupés sous la banderole du Comité de lutte des employés du Livre... Plus loin, le cortège de notre Parti ; la banderole de tête traçait clairement la perspective pour laquelle nous luttons « Pour le pouvoir des ouvriers et des paysans », « Oui, la révolution est possible ». Dans tout le cortège, de très nombreuses banderoles dénonçant la paupérisation croissante des masses, appelant à s'organiser pour y faire face : « Halte au chômage partiel », « Non aux contrats à durée limitée », « A l'offensive contre la bourgeoisie en crise ». Les travailleurs hospitaliers de plusieurs hôpitaux de la région parisienne étaient regroupés sous la banderole « La santé, c'est l'affaire des masses ». Les jeunes des cercles jeunesse de notre Parti manifestaient, appelant à la constitution de « l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire ». Le caractère internationaliste de ce 1er Mai était marqué par de nombreux mots d'ordre anti-impérialistes, maintes fois repris dans notre cortège : « Vietnam, Laos, Cambodge, la guerre du peuple est invincible », « Indochine a vaincu, Palestine vaincra », « Troupes du Shah hors d'Oman », « A bas le sionisme et la réaction arabe, Palestine vaincra », « A bas les deux super-puissances , la guerre du peuple est invincible », « Vive la Chine et l'Albanie socialistes », « Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Djibouti, Indépendance »... S'étaient joints à notre cortège des étudiants iraniens de l'UEIF qui dénonçaient la féroce répression qui sévit dans leur pays, avec l'assassinat d'ouvriers patriotes ; des étudiants de l'Union nationale des étudiants de la côte Afar et Somalie, qui dénonçaient le silence de la presse française sur la répression organisée par l'impérialiste français à Djibouti ; et de nombreux travailleurs immigrés maghrébins, africains...

C'est ainsi plus de trois mille personnes qui ont défilé avec notre Parti. Sur le trottoir, une très nombreuse assistance. S'adressant régulièrement à elle dans ses interventions, le camarade à la sono expliquait le but de la manifestation, ses mots d'ordre et appelait à la rejoindre. Nombreux étaient ceux qui répondaient à cet appel et prenaient place dans le cortège. D'autres, tout en restant sur le bord, suivaient la manifestation sur plusieurs centaines de mètres. Ceux qui, nombreux à cette heure-là dans le quartier faisaient leurs courses, s'arrêtaient pour regarder la manifestation, scandant parfois les mots d'ordre. Telle cette ménagère qui tenait à manifester son accord en reprenant : « Vie chère, chômage, licenciements, la bourgeoisie doit payer sa crise ». Tels ces travailleurs qui, enthousiasmés par la libération de Saïgon, applaudissaient les mots d'ordre sur l'Indochine. Tel encore ce travailleur de Renault qui, discutant avec un camarade qui diffusait Front Rouge sur les bords de la manifestation, demanda s'il n'y avait pas de travailleurs de la Régie, et termina la manifestation avec des camarades de Billancourt venus avec la section de Boulogne de notre Parti.

L'accueil réservé à cette manifestation, la part qu'y ont pris les travailleurs, confirme qu'il était nécessaire d'offrir en dehors du morne défilé orchestré par les révisionnistes et les réformistes l'après-midi, une claire perspective révolutionnaire s'opposant au révisionnisme du P«C»F et à la voie de garage de l'Union de la Gauche. Cette manifestation y a réussi, malgré la présence d'organisations trotskistes, anarchistes. Des milliers de travailleurs, reprenant les mots d'ordre de notre Parti « P«C»F, traîson, Vive le communisme », « Une seule solution, la révolution », montraient la voie : rompre avec la situation d'attente des masses, c'est engager la lutte pour mettre en échec la politique de crise de la bourgeoisie, c'est affronter et surmonter tous les obstacles dressés par les révisionnistes.

Cette manifestation a fait la démonstration du développement des forces marxistes-léninistes dans notre pays, de l'audience grandissante de notre Parti chez les travailleurs. Face à la confusion petite bourgeoisie (trotskyste, anarchiste), la manifestation du 1er Mai a montré qu'une autre voie était possible, qu'aujourd'hui en France s'édifiait, avec les travailleurs, un authentique Parti Communiste qui, demain, conduira les masses au socialisme.

Roubaix

Depuis longtemps il n'y avait plus de manifestations à Roubaix le jour du 1er Mai. Les dirigeants révisionnistes de la CGT, le P«C»F et le PS avaient transformé le 1er Mai en journée commémorative, non pas des luttes de la classe ouvrière, mais de leurs dirigeants locaux ou nationaux : délégation chétives aux monuments mortuaires de ces militants du « socialisme » qui furent ministres du Travail...

Cette année avec l'appui de notre Parti, une manifestation convoquée par les unions locales CGT et CFDT a pu être imposée à Roubaix dans un quartier ouvrier et non à Lille comme le souhaitait la direction de la CGT.

Si les révisionnistes avaient dû accepter en parole la manifestation, ils s'employèrent à en saper la mobilisation en gardant le silence sur cette initiative : le quotidien local du P«C»F « Liberté » n'y consacra pas un mot.

Toute la popularisation fut l'œuvre, les jours précédents, de la section du Parti, du Comité de lutte contre le chômage et du PSU.

Dès le matin, peu avant la manifestation des militants de APF occupent un logement vide dans lequel emménage un travailleur immigré au chômage.

A 10 heures notre section et le PSU arrivent en cortège au lieu du rassemblement, où les révisionnistes avaient pris position depuis 9 h 30, comptant bien regrouper sous les banderoles du P«C»F le gros de la manifestation. Dès le départ de la manifestation qui rassembla un millier de personnes, le tiers des manifestants se rassemblèrent sous les banderoles de notre Parti et du Cercle Jeunesse.

Au premier rang de notre cortège, on reconnaissait les militants du Parti, syndicalistes CGT et CFDT et des vétérans communistes qui ont rompu depuis une dizaine d'années avec le parti révisionniste et constitué dès lors les premières forces marxistes-léninistes sur la ville. Rapidement la nature des mots d'ordre scandés, le caractère militant de notre cortège entraîne de nombreux travailleurs à le rejoindre : des jeunes à la recherche d'un emploi, des lycéens, des familles ouvrières au complet ; on a même vu un militant du Parti révisionniste déserter son cortège écœuré par la démobilisation et les perspectives instaurées par son parti.

Pour la première fois à Roubaix, non seulement le PCR(ml) apparaît comme une force militante importante, mais constitue un cortège plus puissant que les forces rassemblées sous les banderolles du P«C»F ; les mots d'ordre : « Union, Action, Programme Commun », « Une seule solution, le programme commun », seront couverts par les nôtres, scandés avec force : « A la bourgeoisie de payer sa crise » ; « Contre le chômage on peut lutter, à Lip ils ont gagné », « Une seule solution, la révolution », « Vietnam, Cambodge, la guerre du peuple est invincible ».

Sur la place de la gare, où était prévue la dislocation, plusieurs centaines de personnes, emmenées par notre Parti iront rejoindre les militants de APF et aménageront un terrain de jeux pour les enfants du quartier de la guinguette. Le succès de cette manifestation du 1er Mai a renforcé la détermination des militants de la section et de tous ceux qui nous ont rejoint dans la lutte engagée contre le chômage sur la ville.

Corresp.

Dijon

Pour le 1er mai, les organisations syndicales CGT et CFDT appelaient à manifester à la Bourse du travail et dans les rues de la ville.

Notre Parti appelait les travailleurs à se rendre nombreux à cette manifestation sur les mots d'ordre contre le chômage, contre la politique de crise de la bourgeoisie, contre les fausses solutions du programme commun.

Après un meeting d'une heure qui ne souleva guère l'enthousiasme, la manifestation démarre. Derrière les banderoles : les travailleurs de la métallurgie en lutte (Bourgogne Electronique, Hoover...), des chômeurs, des hospitaliers, des cheminots, des travailleurs de la chimie, de Manubat, de Boutillon...

Le P«C»F, croyant avoir les mains libres, sûr de lui, lance alors le mot d'ordre : « Une seule solution, le Programme commun ». Très vite ce mot d'ordre est stoppé. Les camarades derrière les banderoles de leurs sections syndicales, les travailleurs de la métallurgie CFDT, de Manubat, de Bourgogne Electronique... ripostent et scandent : « Une seule solution, la Révolution », ce mot d'ordre est alors repris dans une grande partie du cortège. Aux mots d'ordre de collaboration de classe du Programme commun répondent les mots d'ordre de notre Parti, contre le chômage, contre la politique de crise. Les militants du P«C»F et les dirigeants CGT, devant cet échec politique, n'ont plus qu'un argument : la force. Ils tentent de déchirer les banderoles des travailleurs de la Santé et des cheminots. Un responsable CFDT tente alors de « raisonner » ceux qui, face à la provocation révisionniste, scandent « une seule solution, la révolution », croyant qu'il s'agit de « gauchistes ». Mal lui en prend, les « gauchistes » en question, ce sont les travailleurs de la Santé, de la chimie, les cheminots, les ouvriers de la métallurgie.

La fin de la manifestation se termine par une vibrante Internationale. Le poing levé, les travailleurs affirment leur volonté de lutte, leur rejet des propositions révisionnistes et réformistes.

Corresp.

L'après-midi à Paris un défilé bien morne...

« Grande étape nationale de lutte, étape majeure dans la perspective des combats à venir », tels étaient les termes employés par la CGT et la CFDT pour concrétiser le sens qu'ils voulaient donner à la manifestation syndicale du 1er Mai. « Lutte », « Combat à venir ». Qu'en est-il en réalité ?

Si plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont répondu à cet appel, on est loin des 200 000 annoncés par les organisations, on est loin de la mobilisation réalisée le 19 novembre pour soutenir les postiers en lutte.

Où étaient les dizaines de milliers de postiers enthousiastes pour les 1 700 F ? Où étaient les dizaines de milliers d'hospitaliers luttant pour une santé au service des travailleurs ?

Ce jeudi après-midi, c'est à un défilé plutôt morne, sans dynamisme que nous avons assisté. Une seule exception : la forte délégation de la communauté vietnamienne de Paris, enthousiasmée par la victoire, qui manifestait sa joie, portrait d'Ho Chi Minh en tête. Elle était chaleureusement applaudie tout au long du parcours, la foule témoignant ainsi son soutien enthousiaste à la grande victoire des peuples d'Indochine.

Et des révisionnistes du P«C»F aussi forts de leur soutien à la lutte du peuple cambodgien que leurs compères d'URSS (!) avaient même confondu le drapeau de Lon Nol qu'ils arboraient en tête de défilé, avec celui du Cambodge libéré ! Quant aux délégations d'usines, on pouvait aisément compter leurs banderoles et surtout le nombre des travailleurs qui se rassemblaient derrière. La plupart des travailleurs qui avaient lutté contre les licenciements ces derniers mois, Valstar, Mazarine, qui luttent maintenant contre le chômage, Béguin, Barèze n'étaient pas là. Rien d'étonnant, sur les banderoles, très peu de « non aux licenciements » et le mot d'ordre n'était jamais lancé par les voitures syndicales qui préféraient : **« Union, action, programme commun ».** Non, dans cette manifestation les travailleurs en lutte n'avaient pas leur place. Eux qui lorsque nous les avons rencontrés dans leurs usines montraient leurs aspirations à une véritable lutte contre le chômage, contre les cadences, à des augmentations de salaires uniforme, à une société sans exploitation qui posaient des questions sur l'intérêt des reclassements proposés par le P«C»F, sur les « solutions » du programme commun, sur la révolution, ces travailleurs n'étaient pas là. Ce n'est pas le cortège de Renault avec ses quelques dizaines de travailleurs (bien isolés par le service d'ordre) sur les 32 000 de Billancourt, qui pouvait faire illusion. Autre précaution prise par le P«C»F : une brigade volante pour intervenir contre les révolutionnaires, les empêcher de discuter avec les ouvriers, au besoin leur arracher les journaux. Des étudiants de l'Uncal et de l'Unef, on était bien loin aussi des manifestations lycéennes de mars... Seul les J«C» étaient venues en nombre : c'étaient les délégués du congrès des J«C» qui se tient à Nanterre !

La manifestation était clôturée par le cortège de la Ligue trotskiste qui, bloquée par le service d'ordre de la CGT, avait patienté des heures durant sur la Place de la Nation, sautillant en scandant leurs mots d'ordre, en attendant que la manifestation s'écoule.

Peu combative, peu enthousiaste, cette après-midi du 1er Mai montrait bien que les propositions des directions syndicales, révisionnistes et réformistes rencontrent chez les travailleurs un écho toujours plus faible, que les travailleurs ne sont pas prêts à se mobiliser pour ces revendications contraires à leurs véritables aspirations. Mais si le morne de la manifestation syndicale reflète le peu d'enthousiasme des travailleurs pour les propositions des directions syndicales, de la gauche contraires aux luttes qu'ils engagent contre les licenciements et le chômage partiel se heurtant aux manœuvres des directions syndicales révèlent dans cette situation d'attente, l'approfondissement des aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Congrès de la jeunesse révisionniste

La publicité qui a entouré le congrès de la jeunesse révisionniste tout comme le tapage fait autour de ses activités depuis 6 mois, montrent bien que le P«C»F accorde aujourd'hui une grande importance à son travail parmi les jeunes. Il entend non seulement prendre là les milliers de voix dont il a besoin pour les élections, mais également, en se présentant comme un ardent défenseur de la jeunesse, renforcer son image de parti combatif aux yeux de toute la classe ouvrière.

LA PHRASE REVOLUTIONNAIRE AU SERVICE DE LA TRAHISON REVISIONNISTE

L'organisation révisionniste a en effet changé de visage. Son vocabulaire est rempli de mots « lutte, action, solidarité », voire « révolution ». Il n'y a plus de domaine où elle n'entend pas intervenir. Son activité doit déboucher rapidement, **« le plus vite possible »** (Catala) sur le socialisme pour la France.

Curieux langage pour une organisation et un secrétaire au passé d'ailleurs douteux, dont on connaît l'ardeur, depuis des années, à expulser tout ce qui ressemble de près ou de loin à un militant révolutionnaire : aurait-on à la J«C» changé de ligne ?

A y regarder d'un peu plus près, on voit que dans un emballage un peu différent il y a la même camelote.

En fait de socialisme, la perspective, c'est « des réformes profondes qui changeront les choses du tout au tout ». En fait de révolution, c'est le programme commun dont il est question, avec son cortège de soi-disant démocratisations, ses vagues promesses et ses changements bidons. Pour la lutte contre l'armée ou plutôt pour les revendications dans l'armée (car de sa fonction, il n'est question nulle part) c'est avec les cadres qu'il faut s'allier. L'objectif à se fixer pour la lutte contre le chômage reste évidemment le même : pas de licenciements sans reclassements ; comme si les jeunes licenciés pouvaient espérer retrouver du travail alors que 800 000 sont en chômage !

Quant à la politique municipale des révisionnistes pour la jeunesse, il n'en est question nulle part : c'est là un terrain sur lequel ils se sentent mal à l'aise.

On le voit, la nouveauté des formes cache mal les vieilleries révisionnistes. C'est d'ailleurs ce dont on a pu se rendre compte à l'évidence à l'occasion du 1er Mai à Paris, où, tout en sautillant à la Krivine, les J«C» organisés en carré, brandissaient un magnifique drapeau bleu blanc rouge, agressaient de façon systématique les diffuseurs de Front Rouge et de Jeune Garde, hurlaient leur soutien au programme commun.

En réalité, la J«C» n'est qu'une organisation fantoche du parti révisionniste. Incapable d'une action réellement autonome, elle ne lui sert que de vitrine. C'est là où l'on expérimente les changements tactiques et les contorsions politiques les plus diverses : alliance avec les gaullistes, abandon puis remise en avant du socialisme pour quelque temps, unité puis opposition avec les socialistes...

Qu'on ne s'y trompe pas pourtant, ou plutôt que la bourgeoisie n'espère pas nous y faire tromper !

La jeunesse révisionniste n'a eu l'initiative, malgré ses efforts, ni dans le combat contre l'armée, ni dans celui contre l'école, ni dans la lutte anti-chômage. Le fait qu'elle soit intervenue avec moins de retard qu'habituellement et plus massivement ne peut pas nous faire oublier qu'elle n'est actuellement qu'un parasite de ces mouvements.

DES CONTRADICTIONS NAISSANTES

Mais, si l'on va plus loin que ce congrès, où tout est fait pour faire croire à la grande unité, un certain nombre de contradictions percent, même au travers de la tribune de l' « Humanité » sur la J«C» :

— à propos du fonctionnement de l'organisation : celle-ci ne se réunit pas fréquemment, elle place des cartes mais n'organise pas ses adhérents : ainsi cette lettre de Massy où 2 jeunes filles se plaignent, plusieurs semaines après le festival, où elles ont adhéré, de n'avoir vu encore personne ;

— à propos de son activité : entre les campagnes volontairement spectaculaires, du vide ! Entre les collages, les surprises-parties, de temps en temps une distribution de tracts P«C»F ! la discussion politique ? De l'avis même de nombreux militants, elle est inexistante ;

— à propos de l' « ouverture » : de nombreux J«C» se sont plaints du caractère lâche des critères d'adhésion à l'organisation : **« adhère celui qui le désire »**, disent les statuts. **« N'est-ce pas,** disent certains militants dans la tribune, **la porte ouverte à n'importe qui ? »**. Aussi l'idéologie arriviste, ouvertement affichée de certains cadres, est l'objet de contradictions de plus en plus nombreuses au sein de cette organisation.

Toutes ces contradictions, certes, ne portent pas encore consciemment sur le fond des problèmes. Mais il appartient aux jeunes communistes authentiques de relier cette expérience directe vécue par les membres de la jeunesse révisionniste, au rejet par le P«C»F de la ligne marxiste-léniniste, de toutes les traditions révolutionnaires glorieuses de notre peuple et des jeunes. Pour cela, il faut avancer résolument vers la constitution d'une force révolutionnaire alternative, nombreuse, capable de **tracer la voie et de montrer comment on parviendra réellement au socialisme.**

Aujourd'hui, les marxistes-léninistes s'engagent dans cette direction avec la perspective de l'Union Communiste de la Jeunesse (Révolutionnaire).

Jean-François VITTE.

SUCCÈS DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE A LYON

Plusieurs moments de grand enthousiasme révolutionnaire au rassemblement organisé par la Fédération du notre Parti à l'occasion du 1er Mai : lorsqu'un ouvrier de Teppaz vient affirmer la détermination des travailleurs de cette usine à lutter jusqu'au bout pour empêcher la fermeture de leur usine : la salle comble de la mairie du 6e retentit des cris : « Teppaz vivra », lorsque Henri Abrial qui a lutté avec les patriotes vietnamiens contre le colonialisme français annonce que Saigon s'appelle désormais Ho Chi Minh-ville, toute la salle débout scande longuement « Indochine victoire », saluant avec un grand enthousiasme la victoire des révolutionnaires vietnamiens et cambogiens.

Les participants au meeting ont suivi avec une grande attention les différentes interventions de Walter Masson, ancien FTP, à laquelle succéda le « Chant des Partisans » chanté par la chorale de notre Parti ; de J.-F. VITTE, responsable des cercles jeunesse du PCR(ml) ; de femmes ouvrières, d'ouvriers de Lip, de Rhône-Poulenc, de Brandt, d'un travailleur de la Santé. Pendant l'intervention d'un camarade mineur de Montceau-les-Mines, des diapositives rappelaient le grand succès que fut le Tribunal Populaire de Liévin.

Une partie internationale clôturait ce meeting avec Jean Lermet de retour du Portugal et un représentant de la GUPS (Union des Etudiants Palestiniens).

Au milieu de la soirée le groupe « Los Chacos » interpréta avec beaucoup de succès des airs populaires d'Amérique latine. Auparavant le secrétaire de la Fédération du Parti avait rappelé comment l'approfondissement de la crise politique de l'impérialisme français rend nécessaire l'existence d'un puissant parti communiste révolutionnaire ; son appel à rejoindre le Parti fut ponctué d'applaudissements chaleureux et du cri « PCR vaincra » longuement scandé par la salle.

Au début du meeting et lors d'une intervention, de nombreuses personnes se pressaient devant les stands disposés dans le hall, stand du comité fédéral du PCR(ml), stand Front Rouge, surmonté d'une immense inscription : pour que paraisse un quotidien communiste en septembre 1975, stand de la Librairie Populaire, des CIP, du comité Oman et d'autres organisations. Au cours d'une collecte organisée pour FR quotidien les participants ont largement souscrit à l'initiative du Parti.

La composition de la salle, l'enthousiasme et l'attention qui ont marqué tout le meeting ont fait de ce rassemblement populaire un grand succès, plein d'encouragements pour le travail ultérieur de notre Parti dans la région lyonnaise.

Correspondant

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE A PARIS

Samedi 7 juin, 14 h, mutualité (salles A, C, G)

(par erreur il avait été indiqué dimanche 10 mai dans une autre édition de Front Rouge)

Besançon

A l'appel de notre Parti, près de 100 personnes ont manifesté le 1er Mai à Besançon, dans les quartiers populaires. En tête du cortège : une délégation des travailleurs d'Unimel qui occupent leur usine depuis une semaine. **« Unimel vaincra », « Suppression des contrats », « A la bourgeoisie de payer la crise »...,** ces mots d'ordre reviendront tout au long de la manifestation. Tous crieront leur refus de toute forme de chômage, notamment des contrats à durée déterminée (comme chez Unimel), leur volonté de lutter contre le chômage.

De nombreux mots d'ordre viendront saluer la victoire des peuples d'Indochine dans leur lutte contre l'impérialisme : **« Cambodge, Vietnam, la guerre du peuple est invincible ».**

Place de la Madeleine, un camarade d'Unimel prend la parole et fait le point sur la lutte dans son usine, puis un camarade du Parti explique le sens de ce 1er Mai : réaliser l'unité de toute la classe ouvrière contre le chômage, contre la bourgeoisie, préparer les luttes de demain. C'est plus de 300 personnes qui s'arrêtent et écoutent attentivement cette intervention qui conclut sur la nécessité d'affirmer la voie de la révolution, et appelle à venir renforcer notre Parti. D'autres prises de parole auront lieu dans le quartier de Montrapon.

Ce 1er Mai de lutte montre qu'aujourd'hui il existe une force capable de s'affirmer contre la politique de crise de la bourgeoisie et contre le revisionnisme, le peu de succès remporté par le meeting des syndicats contrôlés par les réformistes en témoigne.

Orléans

Pour ce 1er Mai, notre Parti a organisé un « rassemblement-forum » de deux heures au cœur d'un des quartiers les plus populaires de la ville, celui de l'Argonne, une de ces « cités-dortoirs » où il ne se passe jamais rien, là où le capitalisme déporte les travailleurs et leurs familles, loin du centre des villes, loin des lieux de travail.

Devant le Centre commercial, au son des chants révolutionnaires, les camarades n'ont cessé de discuter, de diffuser les propositions du Parti concernant la lutte contre le chômage, la crise, les victoires des peuples d'Indochine. Le CIP organisait une collecte pour le GRP et le GRUNK, tandis qu'au stand du Cercle Jeunesse, des contacts étaient pris avec de nombreux jeunes.

Cette intervention a montré combien nos propositions correspondent aux aspirations des travailleurs ; certains ont d'ailleurs demandé à participer à une prochaine réunion avec la cellule de quartier.

Port-de-Bouc

Drapeaux rouges, drapeaux du Vietnam et du Cambodge, banderoles avec les mots d'ordre « halte au chômage », « à la bourgeoisie de payer la crise », le portrait d'Ho Chi Minh avec la phrase historique : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté » et une autre sur laquelle on pouvait lire : « Une seule solution, la révolution ! », signée Parti Communiste Révolutionnaire (Marxiste-Léniniste). La manifestation du Parti se forme devant la gare de Port-de-Bouc. Tout au long du parcours, sur la place, dans un quartier, avec les mots d'ordre : « Solmer assassin ! », « Accidents du travail : crimes du capital ! », « Sécurité sociale vendue au capital ! », « du travail pour les jeunes », « halte au chômage », « Vietnam, Cambodge, la guerre du peuple victorieuse »... Notre manifestation exprimait ainsi la volonté des ouvriers du complexe de Fos de lutter contre la politique de crise voulue et organisée par la bourgeoisie, tout en montrant leur soutien avec les peuples en lutte. De nombreux « Front Rouge » ont pu être vendus et « Révolution Prolétarienne » a été largement diffusé. Mais la bourgeoisie ne pouvait accepter que notre Parti, par ses explications politiques, trace la voie de la révolution pour une société socialiste. Lutter contre le chômage, contre les licenciements, soutenir les peuples en lutte, est-ce une provocation ? Non pour les véritables défenseurs de la classe ouvrière, oui pour les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, oui pour les faux communistes du P«C»F qui n'ont pas hésité au moment de la dispersion à frapper une camarade, des travailleurs immigrés, à déchirer les banderoles et les drapeaux du Vietnam et du Cambodge. Le 1er mai révolutionnaire à Port-de-Bouc a permis de démasquer le P«C»F : les plus acharnés étaient ceux qui ont le plus gros fromage à défendre dans la municipalité ou dans le P«C»F, nous a dit l'un des ouvriers mutilés du travail agressé dans les manifestations. Cette attaque des dirigeants locaux du P«C»F n'a fait que confirmer la réalité du mot d'ordre « querelle PS-P«C» : querelle entre partis bourgeois ». Notre Parti a refusé l'affrontement tout en se défendant énergiquement. Aujourd'hui, la riposte s'organise par tracts et affiches pour contrer la seule explication donnée par les révisionnistes : « Ce sont des provocateurs », comme sont des provocateurs, les travailleurs de Lip victorieux après neuf mois de lutte et tous les travailleurs qui remettent en cause le système capitaliste dans leur lutte. Exemple particulièrement représentatif de la signification du 1er mai pour les révisionnistes, la municipalité P«C»F de Port Saint-Louis a organisé, après un rapide rassemblement, un apéritif puis, l'après-midi, un bal et une représentation de chiens.

Corresp.

contre un meeting fasciste à grenoble

Les Grenoblois ont manifesté massivement contre le meeting organisé par le sergent Dupuy de Méry au nom du Comité de Défense de l'Armée Française. 2 500 à 3 000 d'entre eux étaient là pour interdire la tenue de cette réunion : des jeunes en majorité, ouvriers, lycéens, étudiants, avec des travailleurs plus âgés — parmi eux certains avaient vécu la montée du fascisme pendant les années 30 et les thèmes développés par le sergent Dupuy leur rappelaient étrangement ceux du caporal Hitler. Les jours précédents, des sections syndicales CGT, CFDT de Caterpillar, Raymond Bouton, de CSF Sescosem, etc., les UD CGT, CFDT, la FEN avaient demandé l'interdiction de ce meeting. Mais Dubedout, maire PS de Grenoble, autorisait la réunion au nom de la démocratie.

La PCR (ml), avec d'autres organisations, a développé une campagne de mobilisation visant à l'interdiction du meeting.

Il a appelé à manifester contre la tenue de ce meeting, en insistant sur le caractère politique que devait avoir cette manifestation. 2 500 à 3 000 travailleurs, lycéens, étudiants se sont retrouvés devant le stade de Glace.

La démonstration a été faite que les travailleurs grenoblois n'acceptent pas que les fascistes puissent s'exprimer librement... Ils l'ont montré en se rendant en force au stade de Glace.

Correspondant Grenoble.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F — 3 mois 80 F — 6 mois 150 F — 1 mois 30 F

Nom .....
Prénom : .....
Profession .....
Adresse .....
.....

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

LA CONVENTION NATIONALE DU P. S.
le P. S. tente de sortir " l'union de la gauche " de l'ornière

Le parti socialiste vient de réunir sa « convention nationale », prévue de longue date, sur les rapports au sein de l'union de la « gauche ». Plusieurs choses ressortent clairement : la volonté affirmée par Mitterrand et ses amis de mettre une sourdine à la querelle PS-P«C» déclenchée à l'initiative du P«C«F à l'automne dernier, la volonté, tout en renouant les contacts avec le parti révisionniste, tout en réanimant l'union de la « gauche », de maintenir au PS un visage capable de le faire rivaliser avec le P«C«F, y compris dans la classe ouvrière.

C'est ce qui explique que dans cette convention tout en multipliant les offres de discussion, d'actions communes, avec les révisionnistes, les dirigeants du PS aient insisté sur la nécessité de donner à leur parti un visage « révolutionnaire », de relancer le débat sur le socialisme autogestionnaire qui devra faire l'objet de la prochaine convention nationale en juin, de mettre l'accent sur la construction des sections d'entreprise puisqu'il s'agit de les quintupler en 2 ans. Cela explique aussi qu'en même temps se poursuit la mise au pas du CERES entamée il y a plusieurs mois au congrès de Pau : il s'agit d'éviter que cette tendance ne pousse la surenchère au point d'en gêner la politique sociale-démocrate de parti charnière entre la majorité présidentielle et la « gauche », au point de gommer certaines différences avec le P«C«F.

Les raisons qui conduisent le PS à adopter cette attitude, ainsi que la politique qu'il entend suivre sont indiquées assez nettement dans le rapport présenté à cette conférence par Jospin, un des lieutenants de Mitterrand.

L'UNION DE LA " GAUCHE " DISCRÉDITÉE

Le rapport reconnait que « la polémique du PCF a sérieusement entamé la crédibilité de la gauche unie ». Evidemment, les politiciens bourgeois du PS ne peuvent comprendre les causes profondes de la perte d'audience de leur coalition avec les révisionnistes.

Les problèmes de l'union de la « gauche » sont placés dans le cadre général qui unit toutes les équipes politiques de la bourgeoisie : à savoir, la nécessité impérieuse de masquer les contradictions insolubles du système capitaliste en crise, et la seule solution pour en sortir, le renversement de la dictature bourgeoise. Voilà la base d'unité de Giscard, Marchais et Mitterrand. Mais ce qui unit particulièrement Mitterrand et Marchais, pour l'instant encore, c'est leur solution commune du programme commun comme voie de sauvetage pour le capitalisme. En ce sens, il y a unité entre les révisionnistes et Jospin qui proclame que les mesures du « Programme commun restent aujourd'hui aussi impérieuses qu'en 1972, et **même davantage** », et qui réaffirme que seul le programme commun peut faire accepter l'austérité aux masses, en insistant pour que la « situation économique » soit prise en compte pour « actualiser » les mesures qu'il contient.

Mais, sur cette toile de fond d'unité avec le P«C«F contre la révolution, le rapport Jospin met en lumière les intérêts particuliers du PS : il prend en compte, sans bien sûr l'avouer, la reculade subie par Mitterrand à la suite de l'offensive anti-PS du parti révisionniste ; il prend en compte l'échec rencontré par les « socialistes » pour prendre le contrôle de la CFDT, le coup d'arrêt depuis octobre dernier à leur campagne sur l'autogestion, le « socialisme » à la sauce social-démocrate. Jospin, dans cette situation, conseille la contre-offensive pour rompre avec l'immobilisme jusqu'alors enregistré.

UNE POLITIQUE A DOUBLE ASPECT

La double orientation décidée par le PS depuis un certain temps déjà apparait plus clairement : continuer avec le P«C«F d'une part et, d'autre part, se préparer à la rupture de l'union de la « gauche ».

Evidemment ce sont là deux orientations liées : dans les deux cas, le PS vise à constituer une politique de rechange pour la bourgeoisie, soit à travers un large front socialo-réformateur avec une partie de la « majorité » actuelle, soit en conservant l'alliance privilégiée avec les révisionnistes, dont le seul intérêt pour la bourgeoisie est d'être le parti bourgeois dans la classe ouvrière. Mais, même ce statut particulier du P«C«F, le PS le lui dispute en cherchant à s'implanter dans la classe ouvrière, en réclamant un statut « d'égalité » dans l'union de la « gauche ».

● **Le premier volet de la politique du PS** consiste à réaffirmer la nécessité de l'alliance avec le P«C«F. Pour cela, puisque la « gauche unie » a pris des coups sérieux, il faut trouver une porte de sortie : le rapport Jospin préconise à cet égard que le PS propose la négociation au P«C«F sur les points où il y a « divergence grave ». Il s'agit surtout d'institutionnaliser les contradictions dans le cadre secret de « commissions », « comités », rencontres au sommet afin que le débat public ne vienne pas entacher la « crédibilité » de l'union de la « gauche », comme cela a été le cas.

Le PS ayant été en position de relative faiblesse sous les ataques du P«C«F, Jospin préconise qu'on déplace absolument le centre du débat, pour en finir avec les accusations de collaboration de classes : le PS n'aime pas qu'on lui rappelle son passé et son présent ! Pour « dépasser » ce débat, il veut s'orienter vers la discussion du « contenu » du « socialisme autogestionnaire », la « transition au socialisme ». Ainsi il annonce la convention du PS en juin sur l'autogestion.

Le rapport prétend surtout qu'il faut « approfondir le marxisme », il parle de « front de classe » abondamment ; il s'agit de noyer le poisson avec une nouvelle mouture des vieilleries réformistes qui prétendent qu'on peut grignoter morceau par morceau le pouvoir de la bourgeoisie, à travers l'autogestion. Jospin prétend que le « PS a entamé depuis son congrès d'Epinay » un « dépassement de l'alternative réforme/révolution ». Cela montre bien qu'il veut faire croire qu'il y aurait de nouvelles conditions, de nouvelles théories qui permettent de ranger au placard le marxisme-léninisme : voilà le piège tendu par Mitterrand et sa bande aux travailleurs.

Cette analyse « révolutionnaire » a l'avantage de coincer le P«C«F : celui-ci risque en effet de se voir débordé « sur sa gauche », comme cela a été le cas avant son XXIe Congrès quand Marchais criait : « Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour » et que les « Assises pour le socialisme » lui répondaient : « Socialisme tout de suite ! ».

D'autre part cette propagande sur l'autogestion vise à dévoyer plus habilement les aspirations des masses à un changement radical de société. Le PS constate à sa manière que le P«C«F n'est pas assez « souple » pour intégrer les aspirations des masses et qu'il est incapable de surmonter les contradictions qui se manifestent entre sa ligne et elles. Il compte bien utiliser cette faiblesse révisionniste pour s'en faire une force.

● **Mais le deuxième volet de la politique du PS,** étroitement imbriqué au premier, c'est celui qui vise à affirmer un PS de plus en plus indépendant du P«C«F, et qui trouve de larges convergences avec les autres équipes de la bourgeoisie sur un tas de questions. Ainsi, le rapport Jospin, faisant passer le P«C«F pour « communiste » dénigre les pays socialistes, la Chine, l'Albanie en les assimilant aux pays révisionnistes de l'Est ; de même, il essaye de faire passer le centralisme bourgeois du P«C«F pour le centralisme démocratique léniniste ; il oppose un « socialisme à visage humain » à un « socialisme bureaucratique », « sans liberté » : c'est la réaffirmation, qui ne peut que plaire à Giscard et Poniatowski, des idées classiques de la social-démocratie. De même, Jospin insiste sur les rapports des révisionnistes français et de leurs homologues soviétiques, ce qui vise à donner du PS une image indépendante des pressions du social-impérialisme. Le voyage de Mitterrand va dans le même sens en lui permettant de s'affirmer comme interlocuteur direct de Brejnev, sans passer par Marchais.

L'IMPASSE DU PROGRAMME COMMUN

Le bilan tiré aujourd'hui par le PS de l'union de la « gauche » amène à une double constatation. D'une part ce vieux parti pourri mais rénové de la bourgeoisie souligne son unité avec le P«C«F pour ce qu'il s'agit de contrer : la montée des aspirations révolutionnaires des masses. D'autre part, considérant les faiblesses du révisionnisme, ses contradictions avec les masses, il veut se poser comme égal du P«C«F, essayer de s'implanter dans la classe ouvrière et récupérer à son profit les luttes. En ce sens, il n'en apparait que plus dangereux.

Comme son « partenaire », il développe cependant son offensive dans une situation où l'union de la « gauche » est largement affaiblie et son rêve de tromper les larges masses est très loin de la réalité. La nouvelle tactique des « socialistes » fera croitre aussi les contradictions à l'intérieur de l'alliance contre-révolutionnaire, ce qui ne peut que servir le camp de la révolution. On ne saurait cependant sous-estimer la nécessité de combattre outre le révisionnisme, cet autre ennemi qu'est le PS.

Paul LEFORT.

Le voyage de Mitterrand à Moscou

Dans le cadre de leur rivalité accrue avec l'impérialisme US pour l'hégémonie mondiale, et alors que l'Europe constitue le cœur de cette rivalité, les dirigeants du Kremlin entendent tout mettre en œuvre pour affaiblir leur adversaire et saper son hégémonie.

D'autre part, le développement de la crise du système capitaliste mondial, l'exacerbation des contradictions entre les différents pays impérialistes affamés d'énergie, de matières premières et de nouveaux marchés, permettent à l'URSS de jouer un rôle de premier plan en faisant miroiter aux impérialismes occidentaux et japonais l'ampleur et les besoins de son marché, l'abondance de ses réserves de matières premières et d'énergie.

La visite de Mitterrand en URSS s'inscrit donc dans ce contexte international général.

La politique de la clique du Kremlin consiste à toujours tenir deux fers au feu. Cette politique est particulièrement explicite par rapport à l'impérialisme français. Mitterrand, le leader de l'« Union de la gauche » ne vient-il pas de s'asseoir dans le fauteuil encore tiède du passage de Chirac ?

● *Avec le premier, Mitterrand, co-signataire avec Marchais du « Programme commun », le social-impérialisme estime que, dans l'éventualité de leur arrivée au pouvoir, ce serait une fraction du personnel politique bourgeois qui infléchirait plus la politique de l'impérialisme français vers le marché soviétique et de ses satellites : intensification des échanges commerciaux, accroissement des crédits, etc. En outre, Mitterrand s'est efforcé, pendant ses entretiens, de rassurer ses interlocuteurs quant à ses intentions en politique internationale dans l'éventualité d'un gouvernement d'« Union de la gauche ». Il a cru bon de rappeler, ce qui n'est pas à son honneur qu'il fut « le premier homme politique français à approuver la proposition soviétique de conférence européenne de sécurité ». Il a confirmé que sa position était que « la France aille à Vienne (MBFR), à Genève (CSCE) *, signe les accords de Moscou (armes nucléaires) ». Il a critiqué devant les Soviétiques le « brouillard » de certaines « positions du gouvernement français » et a estimé « qu'il est dangereux de s'immiscer dans les affaires d'un pays avec lequel on traite ».*

Toutes ces garanties prodiguées par Mitterrand au social-impérialisme, ses déclarations scandaleuses sur l'URSS « facteur de paix » et sur le « rôle historique de Leonid Brejnev dans la paix » ont profondément réjoui les « camarades soviétiques » au moment même où les menaces qu'ils font planer sur l'Europe se concrétisent chaque jour davantage.

● *Avec le second, Giscard-Chirac, qui représente la fraction du personnel politique de la bourgeoisie qui conduit réellement la politique de l'impérialisme français, les Soviétiques jouent un double jeu. Ils soutiennent l'impérialisme français dans sa lutte contre la super-puissance US, en même temps qu'ils essayent de l'affaiblir dans la volonté qu'il manifeste d'imposer son hégémonie sur la CEE. Ils mettent en pratique le vieil adage « diviser pour régner ».*

Au cours des entretiens avec Mitterrand, les dirigeants révisionnistes ont critiqué l'actuelle équipe au pouvoir. Souslov a déploré « les positions non constructives du gouvernement français sur les problèmes du désarmement ainsi que sur les relations entre la France et l'OTAN ». Ponomarev s'est étonné de « la position du gouvernement français qui refuse de participer à la conférence internationale du désarmement ».

* Conférences sur la limitation des armements nucléaires et la sécurité en Europe.

Les Soviétiques croient avoir trouvé en Mitterrand un nouvel interlocuteur valable, plus attentif et, semble-t-il, plus favorable à leurs thèses que l'actuelle équipe au pouvoir.

Mitterrand, ce politicien bourgeois colportant la camelote social-impérialiste ? En fait si les raisons pour les nouveaux tsars du Kremlin d'inviter Mitterrand sont parfaitement claires, les bénéfices que Mitterrand entend retirer d'un tel voyage sont aussi assez clairs. Parce qu'on ne saurait isoler ce voyage de la situation actuelle de la querelle PS-P«C», et de la volonté visiblement affirmée par le PS, entre autres lors de sa dernière conférence nationale, d'atténuer cette querelle. En se faisant recevoir cordialement par le chef de file du social-impérialisme, Mitterrand désarme une partie des critiques que traditionnellement lui adressent les révisionnistes français : « participer aux monstrueuses campagnes anti-soviétiques orchestrées par le pouvoir », « ignorer systématiquement les grandes réalisations du socialisme à l'est, en URSS... »

Pour le Parti socialiste, cela ne lui coûte pas très cher, et il peut dans le même temps où il adresse toutes ses flagorneries à Brejnev continuer de participer aux activités de l'Internationale socialiste aux côtés des Brandt, Schmit, Wilson, Soarès et autres, tous socialistes au pouvoir dont on n'ignore pas les bonnes relations avec l'impérialisme US.

Mais pour les travailleurs, cette visite de Mitterrand en URSS même si elle contribue à atténuer la querelle PS-P«C», ne risque pas de renforcer le crédit déclinant qu'ils accordent à cette combinaison électorale. L'éloge par Mitterrand de Brejnev et de sa politique ne peuvent que renforcer la méfiance des travailleurs, à l'égard du leader « socialiste » comme à l'égard du social-impérialisme soviétique !

Hervé GAY.

UNE VICTOIRE HEROIQUE

la victoire du peuple vietnamien : une contribution inestimable à la révolution mondiale

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE.

Après 30 années de lutte héroique, le peuple vietnamien a remporté une victoire éclatante contre l'impérialisme US et ses fantoches en libérant Saïgon et par là même tout le Vietnam. Cette victoire a été obtenue grâce au travail politique important et décisif mené par le GRP et les forces populaires, grâce à la mobilisation de toutes les couches de la population vietnamienne autour d'un objectif : renverser totalement et définitivement le régime fantoche pour mener une politique de réconciliation nationale et édifier un pays libre, indépendant. C'est par la guerre populaire prolongée que le peuple vietnamien a pu libérer son pays, démontrant que le peuple d'un petit pays peut écraser un pays impérialiste beaucoup plus développé du point de vue technologique et économique, une super-puissance comme l'impérialisme US. Fidèle aux principes d'indépendance, de confiance en ses propres forces, définis par le président Ho Chi Minh « Etre déterminé à lutter et à vaincre », le peuple vietnamien, sous la direction du GRP et du FNL, a démontré avec éclat la justesse de la voie qu'il a suivie, de la voie qu'il indique ainsi à tous les peuples du monde : celle de la guerre populaire prolongée. Cette victoire prouve une fois de plus que dans la guerre le facteur décisif c'est le peuple et sa volonté et non des armes de type nouveau, technologiquement avancées.

LES VICTOIRES DES PEUPLES D'INDOCHINE : UN RECUL SANS PRECEDENT DE L'IMPERIALISME US EN ASIE DU SUD-EST.

D'abord expulsé du territoire du Cambodge, l'impérialisme américain a été totalement défait au Vietnam. Cette débâcle, ce recul sans précédent dans l'histoire, ont une conséquence pour l'impérialisme US, conséquence que Schlesinger a, d'ailleurs, clairement exprimée dans une conférence de presse donnée à Washington le 1er mai : « Il est clair que la conséquence des événements du Sud-Est asiatique est d'ébranler la confiance de nombreux pays dans la puissance américaine ». En effet, cette « conséquence » ne s'est pas fait attendre, partout et en Asie du Sud-Est particulièrement, la domination néo-coloniale américaine est remise en question : aux Philippines, en Thaïlande, où un membre de l'opposition déclarait dès le 1er mai : « Regardez le Vietnam du Sud, le Cambodge et le Laos, par exemple. Comment pourrions-nous encore avoir foi dans les engagements américains ». La conséquence immédiate en Thaïlande, c'est le commencement du retrait des troupes américaines, réclamé au Parlement de Bangkok. A Djakarta, le président du Parlement annonce que les pays de l'OTASE, organisation totalement montée par les Etats-Unis dans cette région du monde, envisagent une révision de leur politique... Au Laos, les combats pour l'indépendance et la libération reprennent sous la direction du Pathet Lao. Pour l'impérialisme américain, c'est un échec sans précédent, la remise en cause la plus profonde de sa domination impérialiste en Asie du Sud-Est.

LA VICTOIRE DU PEUPLE VIETNAMIEN : UNE CONTRIBUTION INESTIMABLE A LA REVOLUTION MONDIALE.

En effet, la victoire du peuple vietnamien entraine de grands bouleversements au niveau mondial. La lutte du peuple vietnamien a toujours eu la sympathie, le soutien et la solidarité de tous les peuples du monde. Sa victoire signifie non seulement un échec, un recul insurmontable de l'impérialisme américain dans le monde, mais aussi, mais surtout le renforcement du camp des pays du Tiers Monde, un apport inestimable à la révolution mondiale. « Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution ». C'est là un courant de l'histoire que la victoire décisive du peuple vietnamien renforce avec éclat. L'évolution de la situation est de plus en plus favorable aux peuples du monde et cette grandiose victoire des peuples d'Indochine leur permet de prendre conscience avec plus d'acuité de leur puissance, de l'importance des bouleversements actuels dans la situation internationale.

Cette victoire du peuple vietnamien porte réellement un coup décisif au camp impérialiste et particulièrement aux deux super-puissances qui se disputent le partage du monde. En effet, pour l'impérialisme américain, la pilule est amère ! Il se débat aujourd'hui dans un monde hostile à sa politique d'agression, où ses difficultés, tant intérieures qu'extérieures, ne font que croitre. Engagé dans une voie sans issue, l'impérialisme US tente, tant bien que mal, de maintenir ses positions dans les autres parties du monde : Moyen - Orient, Europe, Amérique latine ; mais partout il se heurte à la volonté des peuples du Tiers Monde et des peuples du monde.

Pour l'autre super-puissance, le social-impérialisme soviétique, les victoires des peuples indochinois sont également un échec. Démasqué au Cambodge comme un faux ami des peuples, le peuple vietnamien vient, de plus, de porter des coups très sérieux à ses théories contre-révolutionnaires sur la détente et la « coexistence pacifique ». Le silence, la discrétion de la presse et des dirigeants révisionnistes sur ces victoires des peuples ne sont pas un hasard. Cherchant à profiter du déclin très net de l'impérialisme US dans le monde, le social-impérialisme passe à l'offensive, à une politique d'expansion sans limite. Ceci est particulièrement net aujourd'hui au Moyen-Orient où, après l'échec de la politique des « petits pas » de Kissinger, on retrouve dans tous les pays intéressés des délégations soviétiques proposant leur soutien pour la « paix et la détente » dans cette partie du monde. Mais on connait ce qui se cache sous cette politique de « paix et de détente », c'est la soif intarissable de cette nouvelle super-puissance à dominer et à soumettre le monde. C'est face à cette politique d'expansion, à cet hégémonisme, que les peuples du Tiers Monde et les peuples du monde doivent être particulièrement vigilants aujourd'hui, d'autant plus que cette politique se pare de l'étiquette « socialiste », d'une couverture « d'aide et de soutien » aux luttes des peuples du monde. Ce qui « gêne » le social-impérialisme soviétique dans la victoire des peuples d'Indochine, ce sont les leçons que les peuples du monde et le peuple soviétique en particulier, peuvent en tirer pour leur lutte, pour la victoire de la révolution mondiale.

L'avenir appartient aux peuples du monde !

A LIRE :

VO NGUYEN GIAP : l'armement des masses révolutionnaires, l'édification de l'armée du peuple 10 F

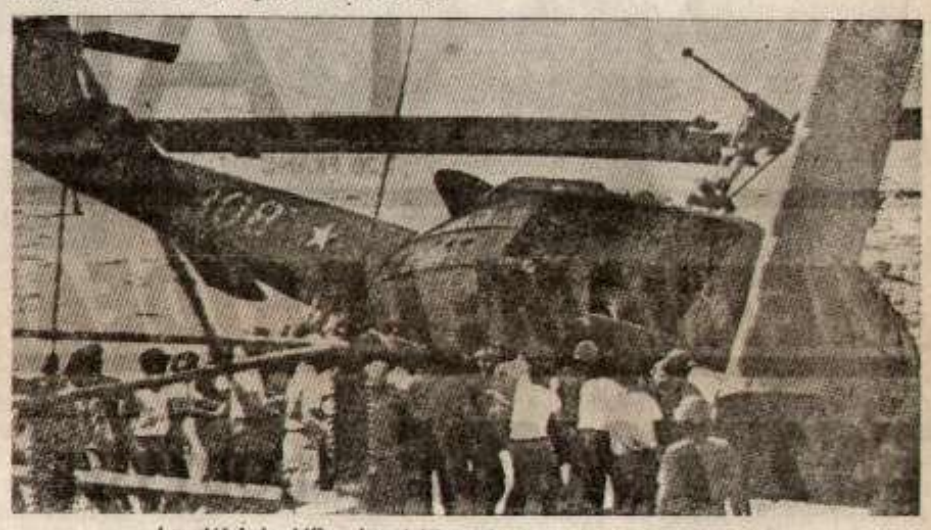
HO CHI MINH : Ecrits 1920-1969 10 F

BREVE HISTOIRE DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU VIETNAM 4 F

Liste non complète, demandez le catalogue.

COMMANDEZ A : « Librairie Populaire, 226, rue Duguesclin, LYON ».

PAYEZ VOS COMMANDES A : « Front Rouge, CCP n° 31-191-14 La Source », en ajoutant 20 % pour frais de port.



La débâcle US... les hélicoptères sont jetés à la mer.

La lutte pour l'application des accords de Paris :

2 ANS DE LUTTE POUR LA VICTOIRE TOTALE

Les Accords de Paris signés le 27 janvier 1973 ont été une grande victoire pour le peuple vietnamien qui luttait depuis tant d'années pour l'unité, la paix, l'indépendance de son pays. Un mois plus tôt, l'impérialisme US, par 12 jours de bombardements sauvages sur Hanoï, Haïphong et d'autres villes de la RDVN, espérait démoraliser, anéantir, forcer à la capitulation le peuple vietnamien. L'impérialisme US essuyait un nouvel échec et les Accords de Paris sanctionnaient sa défaite.

L'objectif des accords imposés par le GRP marque l'exigence par le peuple vietnamien du retrait des troupes US et le rejet de toute ingérence étrangère. Le moyen d'atteindre cet objectif décisif était la lutte pour la mise en place d'un gouvernement à trois composantes devant œuvrer pour la réalisation de la concorde nationale et des libertés démocratiques. Cet accord enregistrait l'existence de 2 zones : l'une administrée sous contrôle du GRP, l'autre dominée par l'administration fantoche de Saïgon, ainsi que l'existence de trois forces politiques (GRP, fantoche et 3e composante). En faisant signer ces accords, puis en luttant pour leur application, le GRP visait à élargir le front uni pour exiger le retrait total, et sous toutes ses formes, de l'impérialisme US. Cette aspiration du peuple vietnamien à réaliser la concorde nationale ne pouvait que se heurter dans les faits aux visées de l'impérialisme US, de faire combattre les Vietnamiens par les Vietnamiens. Contraints de signer les Accords de Paris, les USA et la clique fantoche de Thieu ne les ont pas appliqués même un seul jour. Les USA ont renforcé l'aide militaire à Thieu sous couvert de « civils » dirigeants les opérations militaires, intensifiant les livraisons d'armes, tandis que la clique Thieu ne cessait d'agresser les zones libérées, tentant d'empiéter sur les zones sous contrôle du GRP. La clique de Thieu poursuit sa politique de pillage et d'oppression. Non seulement les 200 000 prisonniers politiques ne sont pas libérés mais Thieu en emprisonne 50 000 autres.

Pendant toute cette période, le GRP développe un intense travail politique dans les zones occupées comme dans les zones libérées, en direction de toutes les couches de la population, pour exiger l'application intégrale des Accords de Paris, ce qui répond aux aspirations de l'ensemble du peuple vietnamien. Ainsi il met largement et clairement en évidence aux yeux de tout le peuple ceux qui s'opposent par tous les moyens, dans les faits, aux accords. Par un travail patient et systématique, le GRP met en accusation les violations des Accords de Paris par la clique Thieu et les USA. Dans les villes contrôlées par Thieu, la lutte se développe pour la libération des prisonniers politiques et l'instauration d'un régime démocratique. Cette lutte, poursuivie par le GRP, aboutit à un isolement politique croissant du régime de Thieu.

Sur la base de ce travail politique, le GRP bénéficie d'un large soutien politique dans les zones occupées, quand il lance en octobre 73 une vaste contre-offensive militaire s'opposant aux empiètements effectués par les troupes fantoches, et reprennent les territoires accaparés par l'armée de Thieu depuis la signature des Accords de Paris. Dans le même temps, dans les villes, les luttes se développent. Les contradictions s'aiguisent entre la 3e force et l'administration Thieu, qui sabote les Accords de Paris.

La 3e force, qui lutte pour exiger la liberté démocratique, prend alors conscience de la nécessité du renversement de la clique Thieu qui constitue un obstacle à la politique de concorde nationale.

A partir d'octobre 74, les contradictions qui opposent la grande majorité du peuple à la clique Thieu s'aiguisent encore plus profondément. Thieu représente un régime toujours plus largement haï. Le mouvement de lutte populaire connait un nouvel essor. Les étudiants manifestent contre l'enrôlement forcé dans les troupes fantoches ; les commerçants et les artisans s'opposent à une fiscalité toujours plus lourde ; les ouvriers engagent des luttes contre le chômage et pour l'amélioration des conditions de vie. Des manifestations de masse de catholiques et de boudhistes luttent contre la répression et pour la libération des prisonniers politiques. Les journalistes s'opposent à la censure, à l'asphyxie de la presse et exigent des libertés démocratiques. Enfin, un élément très significatif, c'est l'entrée dans la lutte de forces traditionnellement alliées de Thieu (organisations politiques ou religieuses, députés, personnalités) qui en viennent à s'opposer à la corruption qui caractérise le régime Thieu.

Ainsi la lutte politique menée par le GRP débouche vers l'appel à la constitution d'un vaste « front anti-Thieu », contre l'ingérence US, pour la constitution à Saïgon d'un gouvernement appliquant les Accords de Paris.

Le début de l'année 1975 est marqué par la victoire de l'offensive des forces armées populaires. La prise de Phuoc Binh en janvier marque une étape importante dans la déroute fantoche. Le 10 mars, Ban Me Thuot est libérée après le ralliement, pour une partie des troupes fantoches, et la défaite pour l'autre. Cette victoire est le signal de la débâcle totale de l'armée de Thieu, sur les hauts plateaux qualifiés de « repli stratégique ». C'est le début d'un vaste soulèvement populaire qui va anéantir en quelques semaines un régime fantoche qui est en train de perdre son dernier appui : son armée. A Da Nang, étaient concentrés 100 000 hommes « défendant » la ville ; après avoir essuyé échec sur échec, les soldats enrôlés par Saïgon ne veulent plus se battre. Des centaines de milliers de personnes ont accueilli l'armée des FAPL, des dizaines de milliers de soldats se sont ralliés tandis que les autres fuyaient avec tous les parasites du régime Thieu. A la suite, toute la bande côtière est enlevée par l'immense soulèvement populaire contre le régime de Thieu. Ce qui aboutit finalement à sa démission. Les derniers soubresauts de l'administration fantoche, les ultimes manœuvres de l'impérialisme US, la dernière tentative de combats de l'armée fantoche à Xuan Loc (visant à « remonter son moral ») se heurtent à l'irrésistible aspiration du peuple vietnamien à libérer sa patrie.

L'effondrement de tout l'appareil administratif et militaire est le fruit du travail politique effectué par le GRP ces deux dernières années. Avec la libération de Saïgon-Ville Ho Chi Minh, la lutte pour l'application des Accords de Paris menée par le GRP prend fin. En effet, l'impérialisme US est battu ; il n'existe plus aucune force politique sur laquelle il puisse s'appuyer pour s'intégrer dans les affaires du Vietnam. De plus, la 3e composante n'a pas la possibilité de s'engager dans une tentative pour s'opposer au GRP sous peine de maintenir un régime Thieu sans Thieu. Elle se rallie à l'édification du nouveau pouvoir populaire. Déjà, une large fraction de la 3e composante avait pris clairement conscience de la nécessité de rallier le combat mené par le GRP. Et le GRP est la seule force politique qui a su gagner la confiance et répondre pleinement aux aspirations de l'ensemble du peuple vietnamien : édifier un Vietnam uni, libre, indépendant et prospère.

Fabien VAUDOIS.

30 ANNÉES DE GUERRE DU PEUPLE : UNE VICTOIRE HEROIQUE

pages réalisées par Grégoire CARRAT

Pendant toute la guerre mondiale le peuple vietnamien avait lutté contre la double oppression franco-japonaise. La défaite des fascistes dans la guerre mondiale permet le déclenchement de l'insurrection. La révolution d'août 1945 triomphe dans tout le pays, notamment dans les grandes villes : Hué, Hanoï, Saïgon. Le 2 septembre, à Hanoï, des dizaines de milliers de Vietnamiens acclament la proclamation de l'Indépendance par Ho Chi Minh.

« Les Français s'enfuient, les Japonais se rendent, l'empereur Bao Daï abdique. Notre peuple a brisé ses chaînes de près d'un siècle de domination française pour faire de notre patrie, le Vietnam, un pays indépendant. »

Le Vietnam indépendant regagnait son unité, du Nord au Sud, que l'impérialisme français avait tenté de briser.

La prise du Palais du Gouverneur du Tonkin à Hanoï en 45.

1946-1954 : la première résistance

Le drapeau du Vietminh sur le PC de de Castries à Dien Bien Phu.

Dès l'indépendance, les impérialistes français tentent de reconquérir le pays, en réoccupant le Sud. En décembre 1946, ils attaquent le Nord. Ho Chi Minh appelle à la résistance.

« Nous voulons la paix, nous avons fait des concessions. Mais plus nous faisons de concessions, plus les colonialistes français en profitent pour empiéter sur nos droits. Ils sont décidés à reconquérir le pays. Non ! Plutôt tout sacrifier que perdre l'indépendance et vivre en esclaves !...

L'heure est venue de nous lever. Nous devons sacrifier jusqu'à notre dernière goutte de sang pour défendre le pays. Dussions-nous endurer les plus dures privations et les pires souffrances, nous sommes prêts à tous les sacrifices, notre peuple vaincra. »

En 1950, les impérialistes américains interviennent massivement aux côtés des Français en Indochine, pour « contenir le communisme », après le triomphe de la révolution chinoise. En 1954, l'aide US couvrait 80 % des dépenses de guerre françaises.

L'impérialisme français avait espéré ne trouver en face de lui que des troupes peu aguerries. Il a dû affronter tout un peuple qui lui infligera la défaite de Dien Bien Phu en 1954.

Pendant des semaines entières, la population organise le ravitaillement en armes, en munitions et en vivres du front à l'aide de vélos, à dos d'hommes, par tous les temps, toutes les nuits, des milliers d'hommes et de femmes acheminèrent jusqu'à Dien Bien Phu le ravitaillement, permirent la victoire.

Pendant 55 jours et 55 nuits les forces de libération assiégèrent les troupes impérialistes françaises, près de 20 000 hommes détruisirent une à une toutes leurs positions et vinrent planter le drapeau viet minh sur le PC du général français de Castries, qu'ils emprisonnèrent avec tout le commandement, dont Bigeard.

« L'erreur de Navarre (commandant en chef français), comme de tous les généraux impérialistes, est de douter que de simples paysans, souvent illettrés, puissent devenir de bons artilleurs, que des cadres qui n'ont jamais fait Saint Cyr ou West Point arrivent à résoudre des problèmes stratégiques, tactiques et logistiques, qui semblaient être le monopole des militaires bourgeois. » (Giap, interview sur Dien Bien Phu.)

HO CHI MINH : UNE VIE POUR LA RÉVOLUTION

De Saïgon, Ho Chi Minh s'embarquait en 1910 pour l'Europe, comme cuisinier sur un cargo. Toute la vie de Ho Chi Minh sera jusqu'à son dernier souffle un combat pour l'indépendance et l'édification d'un Vietnam nouveau.

En 1920, il représente l'Indochine au Congrès de Tours. Il s'est rangé sous la banniere de Lénine. **« Les thèses de Lénine (sur le problèmes des nationalités et des peuples coloniaux) suscitaient en moi une grande émotion, un grand enthousiasme et une grande foi et m'aidaient à voir clairement les problèmes... Depuis lors, j'avais accordé une confiance totale à Lénine, à la Troisième Internationale. »**

Il va concentrer toute son énergie à la lutte contre l'impérialisme français. Il dénoncera violemment la colonisation française dans **« le procès de la colonisation »** ; militant actif de l'Internationale, il prendra contact avec de nombreux révolutionnaires des peuples opprimés.

Très vite l'essentiel de son activité sera consacré au regroupement des forces politiques et révolutionnaires au Vietnam. En 1930, **« Au moment où les colonialistes redoublent leurs menées terroristes, les communistes vietnamiens, auparavant divisés, s'unissent tous en un seul parti, le Parti Communiste Indochinois, pour diriger la lutte révolutionnaire de notre peuple tout entier. »**

Pourchassé par les colonialistes français, par les hommes de Tchang Kai Chek, emprisonné, Ho Chi Minh poursuit sans relâche le travail de mobilisation, d'organisation, d'éducation du Parti Communiste qui prend la tête de vastes soulèvements contre le colonialisme.

« Durant toute ma vie, j'ai servi de tout mon cœur et de toutes mes forces la patrie, la révolution et le peuple. Maintenant si je dois quitter ce monde, je n'ai rien à me reprocher, je regrette seulement de ne pouvoir servir plus longtemps et davantage. Après ma mort, il faut éviter d'organiser de grandes funérailles pour ne pas gaspiller l'argent et le temps de notre peuple. »

Ho Chi Minh incarne la volonté de résistance du peuple vietnamien, son héroisme et son abnégation, que rien ne peut soumettre. L'ultime combat de la libération appelé **« opération Ho Chi Minh »** réalisait le vœu le plus cher d'Ho Chi Minh.

En 1963, Ho Chi Minh déclarait à l'Assemblée nationale qui voulait le décorer de l'Etoile d'Or, la plus haute distinction du pays : **« ... Je ne mérite pas encore la haute distinction que l'Assemblée me décerne... Notre patrie provisoirement coupée en deux, ...nos compatriotes du Sud endurent mille souffrances sous le régime des américano-diémistes. ...Je demande à l'Assemblée Nationale de souscrire à ceci : nous allons attendre jusqu'au jour où le Sud sera complètement libéré, ainsi notre patrie retrouvera la paix et sera réunifiée, où Sud et Nord seront réunis sous le même toit. L'Assemblée Nationale autorisera alors nos compatriotes du Sud à me remettre la haute décoration. Ainsi, c'est notre peuple tout entier qui en sera heureux. »**

1954-1961 : échec du régime US-Diem

La victoire de Dien Bien Phu, c'est la défaite totale de l'impérialisme français, l'une des plus grandes puissances coloniales de l'histoire, battue par la guerre du peuple. Elle doit signer les accords de Genève, reconnaitre l'indépendance du Vietnam.

Les Yankees ne les signèrent pas et les sabotèrent immédiatement. Ils transformèrent la zone du Sud du 17e parallèle en un Etat séparé. En s'appuyant sur les forces réactionnaires mises en place par les Français, ils empêchèrent la réunification du pays qui devait se réaliser en 1956 à la suite d'élections générales libres dans tout le pays.

Un régime de terreur s'abattit sur tout le pays. Les anciens résistants étaient pourchassés, emprisonnés, assassinés. La population reprit la résistance, d'abord en protégeant les cadres et les militants. Des manifestations contre les exactions étaient organisées de plus en plus nombreuses. Les policiers et les soldats trop zélés tombaient dans des chausse-trappe à pointes ou sur des grenades piégées. En 1960, la population se souleva dans tout le Sud du Vietnam « desserant l'étau de l'ennemi » ou prenant le pouvoir.

Le plan US de briser le mouvement révolutionnaire au Sud et de s'en servir pour reconquérir le Nord est en pièces. Les soulèvements populaires ont jeté la base d'une puissante lutte de libération nationale. Le 20 décembre 1960, le Front National de Libération (F.N.L.) est créé et lance son appel aujourd'hui réalisé

« Tous ! Levons-nous ! Tous ! Unissons-nous ! Serrons nos rangs pour combattre sous le drapeau du FNL, pour mettre fin à la domination des impérialistes américains et de son valet Ngo Dinh Diem ! Nous devons conquérir l'indépendance, la démocratie, le riz quotidien, la paix et la réunification de notre patrie. » Le FNL était l'aboutissement de la première phase de lutte, il unifiait en son sein toutes les forces révolutionnaires et patriotiques; la lutte franchissait une nouvelle étape. Dès janvier 1961, les Forces Armées Populaires de Libération (FAPL) étaient créées.

1961-1965 : échec de la guerre spéciale

La guerre spéciale sera mise en échec par les FAPL et par la population. Ici les paysannes manifestent contre les ennemis.

« Les Etats-Unis doivent tenir le Sud-Vietnam à n'importe quel prix », dit le sénateur Jackson. Ils déclenchent contre le peuple vietnamien la « guerre spéciale ». L'impérialisme US prend directement en main la direction de la guerre. 11 000 conseillers américains encadrent l'armée fantoche. Les armes les plus modernes lui sont remises en grand nombre.

C'est une guerre contre toute la population. Les villages sont incendiés, les récoltes brûlées, détruites par les épandages chimiques. Les habitants bombardés au napalm, massacrés. Les Yankees veulent détruire les campagnes, en arracher la population au sein de laquelle le FNL est solidement implanté, qui appuie les FAPL. Les « hameaux stratégiques » sont créés, pour tenter d'isoler le FNL des masses, la population y est déportée, parquée derrière des fils barbelés, sous la surveillance de miradors.

Les troupes fantoches seront battues, la guerre spéciale mise en échec à la fois par les Forces Armées Populaires de Libération et par « l'armée politique de masse » que constitue toute la population, mobilisée contre les exactions de Diem. Sous les coups des FAPL, les troupes et la police fantoches subissent défaite sur défaite, les masses protestent contre les épandages chimiques, la répression, le pillage. Des villages entiers attaquent; la nuit les postes militaires fantoches et les détruisent.

Les victoires conjuguées des FAPL et de « l'armée politique de masse » libèrent les quatre cinquièmes du territoire et 10 millions d'habitants de 1961 à 1965.

1965-1968 : défaite de la guerre locale

En 1964, les impérialistes US commencent à bombarder massivement la République Démocratique du Vietnam. En 1965, à Da Nang, les marines US débarquent.

C'est la « guerre locale » menée directement par les troupes US contre le peuple vietnamien pour pallier l'échec de la guerre spéciale. Chaque jour, des milliers de tonnes de bombes de la guerre spéciale sont larguées au Nord. 500 000 GI'S ratissent le Sud.

Ho Chi Minh lance un appel à la nation en 1966.

« Que Johnson et ses acolytes se le disent : ils peuvent faire venir 500 000 hommes, un million ou même davantage pour intensifier la guerre d'agression au Sud Vietnam ; ils peuvent utiliser des milliers d'avions pour multiplier les attaques contre le Nord, jamais ils ne pourront ébranler notre volonté de fer de combattre l'agression américaine pour le salut national... ».

La barbarie yankee se déchaîne : « tout brûler, tout détruire, tout massacrer ». Des villages entiers sont massacrés, des forêts entières arrosées de défoliant, des champs immenses rendus impropres à la culture pour de longues périodes. Toute une gamme de matériel ultra-moderne est utilisée pour ce génocide : appareils pour détecter la présence d'êtres vivants, pour guider les bombardements, bombes anti-personnelles... Au Nord, bombardement de villes, hôpitaux, écoles.

La barbarie yankee, loin d'abattre le peuple vietnamien, suscite une haine sans borne pour l'agresseur.

La formidable puissance US, à peine arrivée au Vietnam, est mise en échec. Au Nord, plus de 4 000 avions sont abattus, au Sud les bataillons US seront tenus en échec par les FAPL appuyées par la population.

L'offensive du Têt, déclenchée le 30 janvier 1968, met en pièces le corps expéditionnaire yankee. A Khé Sanh, assiégée pendant 170 jours, les Américains fuient

Khe Sanh 68 : les Américains fuient comme des lapins.

LES FORCES DE LA RÉVOLUTION VIETNAMIENNE

Le Duan, 1er secrétaire du PC du PTV, extrait de : « En avant sous le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre ».

Au Sud-Vietnam, les plaines et deltas qui couvrent de vastes régions comportent une économie naturelle très peu dépendante des villes, avec une population en grande majorité paysanne vivant de l'agriculture. Les agresseurs et leurs valets, même s'ils règnent dans les villes, ne peuvent exercer un contrôle serré sur les campagnes. C'est pourquoi, quand les conditions sont mûres pour la révolution, les villages constituent le maillon le plus faible du système colonialiste où le pouvoir fantoche est le plus rapidement ébranlé, en proie à la crise ; de ce fait, le peuple a les possibilités de déclencher des insurrections locales, démolissant systématiquement le pouvoir ennemi.

Après avoir libéré de vastes régions rurales, le peuple a édifié des forces armées et organisé des forces politiques puissantes, impulsé vigoureusement le mouvement révolutionnaire à travers tout le pays, menant en même temps la lutte politique et la lutte armée, restant constamment sur une position d'offensive, brisant successivement toutes les manœuvres politiques et militaires de l'ennemi et faisant avancer la révolution. Jusqu'à l'heure actuelle, la combinaison étroite de la lutte politique et de la lutte armée constitue la forme fondamentale de la violence révolutionnaire au Sud-Vietnam, forme la mieux adaptée pour s'opposer au néo-colonialisme. Elle a été utilisée non seulement au cours de l'insurrection, mais également pour faire face à la « guerre spéciale », puis à la « guerre locale » des impérialistes américains. Cette association de la lutte politique et de la lutte armée est menée sous des formes diverses adaptées au rapport des forces dans trois zones stratégiques différentes : dans les campagnes, dans les villes, dans les régions montagneuses, formes variables selon les tâches générales de la révolution et celles particulières à chaque moment donné.

Comme la révolution nationale démocratique menée auparavant dans tout le pays, la révolution au Sud-Vietnam à l'heure actuelle a pour forces principales les ouvriers et les paysans ; l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction de la classe ouvrière constitue le fondement du front national unifié. C'est pourquoi elle ne saurait s'appuyer seulement sur les forces révolutionnaires rurales : elle doit édifier les forces révolutionnaires, impulser les mouvements révolutionnaires dans les villes comme dans les campagnes. Dans l'évolution de la lutte, les mouvements révolutionnaires urbain et rural ont été étroitement coordonnés, l'un impulsant l'autre de façon vigoureuse. Le raz-de-maree révolutionnaire qui a secoué les campagnes il y a quelques années a exercé une action profonde sur le mouvement des villes, et la lutte bouillonnante des masses citadines a créé des conditions éminemment favorables pour les soulèvements dans les villages et l'extension de la guerre du peuple. La lutte politique acharnée des populations citadines a entravé, parfois paralysé ou bouleversé les activités militaires de l'ennemi, et soutenu ainsi efficacement l'offensive des forces armées révolutionnaires. Et réciproquement, les victoires militaires, comme les coups portés sans répit contre les bases et les repaires ennemis dans les villes, ont contribué grandement à une maturation rapide du mouvement révolutionnaire dans les villes.

La barbarie Yankee suscite une haine sans borne pour l'agresseur.

comme des lapins de peur de connaître un nouveau Dien Bien Phu : 7 000 yankees sont mis hors de combat, 122 avions détruits, une importante base stratégique démantelée. La lutte dans les villes qui n'avait jamais cessé depuis 1954, se transforme en un immense soulèvement dans le cadre de l'offensive généralisée. Dans Saïgon, des quartiers entiers sont libérés, tous les sièges des organismes fantoches et yankees sont attaqués. Les ouvriers et les marchands organisés dans les forces d'auto-défense font la chasse aux mercenaires. Les enfants étaient agents de liaison, les vieilles femmes s'occupaient des blessés.

Les pertes US et fantoches sont immenses. Du 31 janvier au 15 mars 1968, 150 000 hommes (45 000 yankees) sont tués; blessés ou faits prisonniers, dont 48 600 à Saïgon ; 2 200 avions sont détruits, dont 560 à Saïgon ; 1 750 véhicules, dont 900 à Saïgon.

L'offensive de 1968 soudait l'alliance du FNL et des autres forces qui luttaient dans les villes. Elles constituèrent, en pleine offensive, l'Alliance des Forces Nationales Démocratiques et de Paix (AFNDP).

1969-1972 : la faillite de la doctrine Nixon

En 1969, le FNL et l'AFNDP convoquèrent ensemble le congrès des représentants du peuple du Sud Vietnam, sur la base des élections aux Comités Populaires Révolutionnaires. Le Congrès décida la constitution du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP) le 8 juin 1969. Désormais, les Etats-Unis ont à faire à un Etat souverain, à un gouvernement légitime du pays, qui conduira le peuple vietnamien à la victoire.

La défaite de la « guerre locale » contraint Johnson à stopper les bombardements sur le Nord le 1er novembre 1968, Nixon devait ouvrir des négociations en janvier 1969, les troupes US sont obligées de se retirer partiellement.

Nixon met sur pied une « nouvelle doctrine » : poursuivre la guerre au moyen d'une armée fantoche organisée et encadrée par des conseillers US, bien armée et bénéficiant de l'appui aéro-naval US. C'est la « vietnamisation » de la guerre. En même temps, il étend la guerre du Vietnam au Laos et au Cambodge, dans l'espoir de couper le Sud du Nord, de séparer le peuple vietnamien des peuples cambodgien et laotien. La lutte unie des trois peuples indochinois met en déroute les grandes opérations lancées en 1971 par les troupes saïgonnaises au Cambodge et au Laos.

La grande offensive de 1972 met hors de combat des divisions fantoches entières. Le programme de « pacification », ratissages, déportation, massacre de la population, s'effondre par pans entiers ; près de 5 millions d'habitants ont réussi à reconquérir le pouvoir. Les dispositifs de défense de la vietnamisation sont démantelés. La « vietnamisation », ébranlée jusque dans ses fondements, Nixon « re-américanise » la guerre. Les bombardements sur la RDV reprennent massivement contre les villes, contre les digues ; les ports de la RDV sont minés. Le peuple vietnamien résiste héroiquement à cette guerre de destruction totale : 556 avions sont abattus d'avril à octobre. En décembre, Nixon lance contre la RDV les 140 B52 disponibles dans le Sud-Est asiatique, 400 avions tactiques, dont des F111 à géométrie variable ; Nixon voulait créer un « Hiroshima sans arme atomique » contre Hanoï. En 12 jours, 81 avions sont abattus, dont 34 B52. « La bataille de Hanoï » est la plus grande victoire de toutes les guerres aériennes. Nixon doit reculer, stopper les bombardements sur le Nord.

Laos 71 : les fantoches saïgonnais en déroute...

1973-1975 : la victoire totale

Nixon-Kissinger doivent signer les Accords de Paris selon les conditions fixées par le GRP. Les USA doivent reconnaître l'indépendance du Vietnam, s'engager à se retirer, après avoir dépensé des dizaines de milliards de dollars pour dominer le peuple vietnamien.

Pendant deux ans, le peuple vietnamien luttera pour l'application des Accords de Paris. Les yankees font tout pour poursuivre la « vietnamisation », rester au Vietnam malgré la défaite. Au cours de la lutte, l'ensemble de la population reconnaît que ses profondes aspirations à la paix et à la réconciliation nationale ne se réaliseront pas tant que Thieu est au pouvoir, tant qu'une administration à la solde des yankees est à Saïgon. En deux mois, de mars à mai 1975, les soulèvements populaires libèrent toutes les zones contrôlées par Thieu. Le GRP administre la plupart des régions du Vietnam.

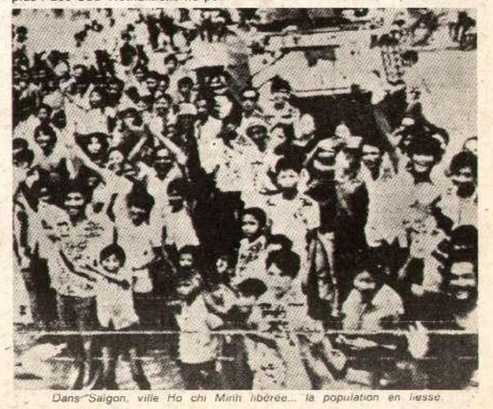
Les yankees s'enfuient dans les derniers jours d'avril. Dans une pagaille indescriptible, ils prennent d'assaut les hélicoptères venus les récupérer sur les toits des immeubles. Sur les porte-avions, les yankees jetaient les hélicoptères à la mer pour que les nouveaux arrivants puissent se poser.

Le 30 avril 1975, à 11 h 30 précises, le drapeau du GRP est hissé sur le palais de la présidence fantoche. Le glas de la politique d'agression US avait sonné. Dans les rues, la population assiégeait les voitures et les chars des FAPL pour leur parler, pour leur offrir des boissons, leur serrer la main. Saïgon devenait « Saïgon - ville Ho Chi Minh ».

Sur le port où 65 ans auparavant le jeune Ba, le futur président Ho Chi Minh, s'expatriait comme des milliers de ses compatriotes réduits au chômage par le colonialisme, flotte le drapeau à l'étoile d'or, le drapeau de l'indépendance. Un vieux docker serre les mains des soldats : **« Saïgon est libérée ! Je regrette seulement que l'oncle Ho ne soit plus ! Les Sud-Vietnamiens ne pourront donc plus l'accueillir à Saïgon ! »**

L'immense tâche définie par Ho Chi Minh, chasser l'agresseur, est réalisée. Le peuple vietnamien peut construire son pays comme l'annonçait Ho Chi Minh dans son testament :

« Nos fleuves, nos monts,
nos hommes toujours resteront.
Le yankee battu,
nous bâtirons le pays
dix fois plus beau. »



Dans Saïgon, ville Ho chi Minh libérée... la population en liesse.

CAMBODGE : les masses populaires ont le pouvoir

DÉNONÇONS L'IGNOBLE CAMPAGNE DE LA BOURGEOISIE

Depuis la libération de Phnom Penh, les campagnes de plus en plus hystériques contre le peuple cambodgien sont dénoncées par la réalité.

Avant la libération de Phnom Penh, les chacals annonçaient un bain de sang. Les troupes de libération furent accueillies triomphalement. Dans les rues, les habitants dansaient le ram vong, danse populaire cambodgienne, pendant des heures entières. Ensuite, tout en faisant courir de nombreuses rumeurs, les chacals de la presse impérialiste se précipitent sur le sort des personnes retenues à l'ambassade de France. A la suite du gouvernement, ils dénoncent « l'atteinte au droit des gens ». Qui portait atteinte au droit des gens au Cambodge ? Pas le peuple cambodgien, mais bien les diplomates et autres représentants étrangers, parmi lesquels les Soviétiques qui, jusqu'au bout, ont soutenu Lon Nol, alors que seul le GRUNK était légitime et légal. Le peuple cambodgien a raison de les expulser car ils se sont comportés jusqu'au bout en ennemis !

D'après les « informations » impérialistes, les expulsés étaient malades, affamés délibérément par les Cambodgiens qui allongeaient leur voyage exprès. Or ne voilà-t-il pas que, de la bouche même d'un de ces réfugiés, on apprend : « *Nous sommes reconnaissants au peuple cambodgien de ce que personne n'ait eu à souffrir ou soit en mauvaise santé* », déclarait un représentant de la Croix-Rouge qui avait été expulsé. Pendant les trois jours de leur trajet de Phnom Penh, ils avaient été ravitaillés par les soldats et la population.

Les chacals avec en tête leurs confrères, retour de Phnom Penh, lancent une troisième campagne : « Nous ne disons rien parce que cela mettrait en danger la vie de ceux qui restent ». En fait, ceux qui parlent disent ne pas avoir vu d'exactions. Mais c'est la porte ouverte toute grande à l'opération lancée par « Newsweek » : « *Tous les officiers de Lon Nol ont été exécutés ainsi que leurs épouses, les règlements de compte font des milliers de morts au Cambodge.* » Ce sont une fois de plus les « informations » de la CIA qui constituent l'aliment de cette campagne.

Ce n'est pas la première fois : en 1968, la CIA fabrique les « massacres de Hué » dont il a été prouvé que c'était une invention de l'appareil de guerre psychologique US qui utilise les milliers de soldats que l'armée fantoche perdit au cours des combats de Hué pour monter ces massacres. Mensonge reconnu ! que toute la presse bourgeoise de l' « Aurore » au « Monde », la télé, la radio présentent aujourd'hui encore comme une réalité. Rien d'étonnant que de l'« Aurore » au « Monde » tous reprennent aujourd'hui les « informations » de la CIA.

La bourgeoisie impérialiste et ses aboyeurs crient leur haine pour ce peuple qui s'est libéré, qui a mis à genoux le colosse yankee. Ils veulent détourner notre peuple de l'exemple héroïque de ce peuple qui a pris les armes pour reconquérir son indépendance et prendre le pouvoir.

Aujourd'hui au Cambodge, les masses populaires ont le pouvoir comme le montre le communiqué de presse du Congrès national extraordinaire ci-dessous.

La haine des chacals impérialistes contre le peuple cambodgien c'est la haine pour tous les peuples qui se libèrent, c'est aussi la haine pour tous les peuples qui aspirent à la révolution. Les calomnies contre le peuple cambodgien sont une attaque contre tous les peuples et d'abord contre le peuple de France.

Partout cette campagne doit être dénoncée, partout les victoires du peuple cambodgien doivent être exaltées. Un flot de calomnies est impuissant à renverser le courant de l'histoire, la défaite de l'impérialisme, la montée des peuples.

Grégoire CARRAT

25-27 avril : Communiqué du Congrès National Extraordinaire tenu dans Phnom-Penh libérée (extraits)

Le Congrès national spécial estime que cette grande victoire historique est due à la large solidarité de toute la nation sous le drapeau de large union nationale du Funk. Le Congrès a été unanime au sujet de l'importance du rôle du peuple, spécialement des masses : ouvriers, paysans pauvres, paysans moyens de couche inférieure et autres travailleurs de diverses couches à la campagne et dans les villes, qui englobent plus de 95 % de la population de toute la nation du Kampuchea, assument les plus lourdes charges dans la guerre de libération nationale et populaire, font les plus grands sacrifices aussi bien en vies humaines qu'en biens et sentiments. De pair avec les grands sacrifices consentis par les masses pauvres, il y avait encore les grands sacrifices des trois catégories des FAPLNK, qui ont mené le combat avec vaillance contre l'impérialisme américain, l'impérialisme le plus grand, féroce et barbare dans le monde. Ainsi, cette grande victoire historique est due à la large solidarité de toute la nation, mais le Congrès national spécial a particulièrement pris note du rôle de première importance des masses pauvres et des FAPLNK, leurs enfants.

Le Congrès national spécial déclare solennellement reconnaître et respecter les exigences de tout le peuple et de toutes les FAPLNK qui veulent avoir un Kampuchea indépendant, pacifique, neutre, souverain dans son intégrité territoriale, non aligné, vivre dans une communauté nationale où règnent véritablement le bonheur, l'égalité, la démocratie, où il n'existe plus de riches et de pauvres, ni de couches exploiteuses et celles exploitées, une société où tout le peuple vit dans la paix et l'harmonie, dans une large union de toute la nation, où tous les habitants travaillent, s'adonnent à la production, édifient et défendent le pays.

En ce qui concerne la politique étrangère, le Congrès national spécial réaffirme que le Kampuchea s'en tient fermement à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité, de non-alignement, ne permettant absolument pas à aucun pays étranger d'installer des bases militaires au Kampuchea, luttant résolument contre toute intervention étrangère dans les affaires intérieures du Kampuchea, s'opposant énergiquement à toute subversion ou agression étrangère contre le Kampuchea, que ce soient les subversions, l'agression militaire, politique, économique, culturelle, sociale, diplomatique ou sous la forme soi-disant « humanitaire ». En aucune façon, le Kampuchea ne s'ingère dans les affaires intérieures de tous les autres pays, ne les agresse, n'entreprend aucune subversion contre eux. Le Kampuchea respecte pleinement le principe selon lequel chaque pays jouit de toute sa souveraineté, de son droit de décider lui-même de ses propres affaires.

CHINE : LE SOCIALISME C'EST LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT !

Teng Siao Ping à PARIS
Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

Le 11 mai, Teng Siao Ping, vice-président du Comité Central du Parti Communiste Chinois, membre du Comité Permanent du Bureau Politique, vice-premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine, arrive dans notre pays à l'invitation du gouvernement français.

La venue de Teng Siao Ping en France montre à quel point, depuis plusieurs années déjà, l'impérialisme français a été contraint d'abandonner son attitude d'hostilité ouverte envers la République Populaire de Chine, au fur et à mesure qu'elle remportait victoire sur victoire dans l'édification du socialisme, au fur et à mesure que grandissait dans le monde le soutien à sa politique de paix et d'indépendance nationale.

La place prise par la République Populaire de Chine dans le Tiers Monde, le rôle qu'elle a joué dans la constitution du Tiers Monde en force politique défiant l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonisme, le ferme et indéfectible appui qu'elle apporte aux peuples en lutte contre l'impérialisme, sont autant de contributions de la Chine au développement de la révolution mondiale.

Pour la classe ouvrière et le peuple de France, la révolution chinoise, en remportant, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la victoire sur l'impérialisme, en engageant un quart de l'humanité dans l'édification du socialisme, a suscité un puissant espoir, a constitué un immense encouragement.

Aujourd'hui, la Chine Populaire suscite de plus en plus l'intérêt et l'enthousiasme dans les masses de notre pays, pour le socialisme qui se construit : face à la tragédie de la restauration du capitalisme en URSS, le peuple chinois, sous la direction du Parti Communiste Chinois, montre qu'il est possible de s'opposer victorieusement au révisionnisme et à la restauration du capitalisme, que l'énergie et l'enthousiasme des masses portent en avant l'édification du socialisme, le renforcement de la dictature du prolétariat.

Bienvenue au camarade Teng Siao Ping !

Vive la Chine Rouge !

Vive l'amitié révolutionnaire du peuple chinois et du peuple de France !

5 mai 1975

Le Bureau Politique du PCR (ml).

Dans le domaine de la santé, tout est fait pour la prévention, la sécurité dans le travail. A la mine, par exemple, il n'y a plus de nouveaux cas de silicose, parce que l'arrosage est abondant. Plus de coups de grisou non plus, parce que le gaz est contrôlé en permanence et évacué. Il n'est pas question de mettre en danger la vie des travailleurs pour le rendement.

Ces victoires sont dues aussi à la volonté de fer des paysans, face aux calamités naturelles : sécheresse au nord, inondations au sud. Les paysans ont affirmé : « Plus grave sera la sécheresse, plus ferme sera notre volonté de la vaincre. » Travaux hydrauliques, aménagement des champs... partout la lutte contre la nature transforme la campagne.

La visite d'un représentant du peuple chinois dans notre pays met au premier plan de l'actualité le mouvement d'intérêt, de sympathie et de solidarité à l'égard de la Chine socialiste qui grandit dans la classe ouvrière et le peuple de France. A des degrés divers, les forces vives qui s'engagent sur la voie de la révolution cherchent une source d'inspiration et d'enseignements dans la révolution chinoise. Pour beaucoup, face à la dégénérescence de plus en plus manifeste de l'Union soviétique en Etat capitaliste, social-impérialiste, la Chine Rouge montre qu'il est possible d'avancer victorieusement dans la construction du socialisme et constitue un puissant encouragement à poursuivre la lutte, à faire la révolution dans notre pays.

⁂

Ce que nous enseigne d'abord la révolution chinoise, c'est qu'il est impossible de supprimer la domination des classes exploiteuses, d'abolir le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production, sans détruire l'instrument principal de leur opression : leur Etat, leurs forces armées. « Le pouvoir est au bout du fusil », cela veut dire que la classe ouvrière et les masses exploitées doivent nécessairement s'armer et pour se libérer du joug de l'exploitation, briser par la violence révolutionnaire les forces armées de la bourgeoisie et de la réaction ; instaurer sur leurs ruines le pouvoir des ouvriers et des paysans, la dictature du prolétariat : « pour un peuple victorieux, (elle) est quelque chose dont il ne peut se passer, fût-ce un seul instant, comme la nourriture et le vêtement ».

La dictature du prolétariat, c'est d'abord pour l'écrasante majorité des anciennes classes exploitées, le moyen d'exercer une coercition impitoyable contre tous les éléments des anciennes classes exploiteuses, toutes les tentatives pour saboter le socialisme, y provoquer des troubles, comploter la restauration de leur ancien pouvoir. « **Nos rapports avec eux**, a souligné le président Mao, **ne sont nullement des rapports d'égalité, mais des rapports d'oppression d'une classe par une autre, c'est-à-dire des rapports de dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, et où il n'y a rien d'autre, ni égalité, ni coexistence pacifique entre classes exploiteuses et classes exploitées, ni rien de tout ce qui se nomme humanité, justice, vertu, etc.** »

Car la force de résistance de la bourgeoisie et des classes exploiteuses renversées se trouvent décuplées justement en raison de leur défaite. Elles ne s'y résignent jamais et conservent toujours l'espoir de restaurer leurs privilèges. Une vingtaine d'années après la victoire de la révolution chinoise, les gardes rouges, dans le cours de la Grande Révolution Culturelle, ont ainsi trouvé, soigneusement cachés dans les demeures d'anciens propriétaires fonciers, des armes et des titres périmés de propriété : certains tenaient même le compte, année par année, des redevances et fermages qu'auraient « dû », selon eux, leur verser les paysans : ils n'avaient nullement renoncé à l'idée de recouvrer un jour leurs prérogatives d'exploiteurs.

Les débris des classes renversées restent d'autant plus dangereuses qu'elles peuvent disposer encore de certains moyens financiers de corruption, qu'elles gardent des relations étendues, qu'elles peuvent utiliser leur « savoir-faire » dans différents domaines (militaire, administratif, financier).

Enfin, elle peut compter sur l'appui de la bourgeoisie internationale qui, de façon ouverte, militaire, ou par la subversion, ne renonce pas non plus à écraser l'Etat socialiste. L'impérialisme américain, dès le début, a cherché à isoler et encercler militairement la Chine socialiste. Le social-impérialisme soviétique s'est même lancé dans des agressions directes qui ont lamentablement échoué.

En ce sens, la bourgeoisie reste la plus forte. Et la dictature du prolétariat, c'est la nécessité d'organiser la violence révolutionnaire pour s'opposer aux agressions intérieures et extérieures de la bourgeoisie.

Mais au fur et à mesure que la dictature du prolétariat, l'Etat socialiste se renforce dans tous les domaines, les moyens employés par les ennemis de classe deviennent nécessairement plus dissimulés, plus rusés. Au lieu d'attaquer de front, ils vont se réclamer du socialisme, du marxisme-léninisme, ils vont trouver à recruter des agents au sein même du Parti et des organismes de l'Etat socialiste. Ils vont essayer d'usurper ainsi le pouvoir dans le Parti et dans l'Etat, d'imposer une ligne révisionniste et contre-révolutionnaire pour opérer un retour au capitalisme.

C'est de cette façon que les révisionnistes krouthéviens ont transformé la dictature du prolétariat en dictature d'une nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

Le président Mao a indiqué : « **Si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste** ».

Le développement du socialisme en Chine nous permet de comprendre à la fois pourquoi un retour au capitalisme reste possible et comment il peut être victorieusement combattu.

Pourquoi subsiste le danger d'un retour au capitalisme ?

Il n'est pas possible de le comprendre si l'on ne saisit pas que subsistent sous le socialisme, les classes, les différences de classes. Parce que subsistent, pour une longue période, des vestiges des rapports de production, sur lesquels elles reposent.

La révolution prolétarienne, dans un premier temps, supprime pour **l'essentiel**, la propriété privée des moyens de production et établit le système de propriété socialiste. Pour l'essentiel : en effet, il n'est pas possible d'établir, avant une longue période, la propriété du peuple entier sur la totalité des moyens de production. Si, dans l'industrie, en Chine, le secteur de la propriété du peuple entier regroupe 63 % des travailleurs, celui de la propriété collective en regroupe 14 %. Et il subsiste un certain nombre d'artisans individuels. Dans l'agriculture, la part de la propriété du peuple entier est encore restreinte. L'économie collective prédomine très largement. Et (dans une proportion très faible) des parcelles sont réservées à l'usage privé.

Ainsi, même si la propriété socialiste du peuple entier et la propriété collective socialiste des masses travailleuses l'ont emporté sans conteste, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des moyens de production n'appartient pas encore à la société tout entière.

Tant que coexisteront ces deux formes de propriété, la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail seront inévitables. Ainsi le développement de facteurs capitalistes dans les villes comme à la campagne et l'apparition de nouveaux éléments bourgeois sont également inévitables.

Du point de vue des rapports de production, on ne peut séparer du système de propriété les rapports entre les hommes et la forme de répartition. Le principe du socialisme « à chacun selon son travail », s'il implique que chacun doit travailler pour vivre, entérine néanmoins une inégalité de fait entre les travailleurs selon leurs capacités techniques, physiques, etc. Il entraîne, par exemple, une différenciation dans les salaires. La « répartition selon le travail » ne supprime pas la division entre travail intellectuel et travail manuel, entre cadres et exécutants, marquée par des différences de salaires. Ainsi, le droit bourgeois se manifeste encore dans les rapports entre les hommes et prédomine dans la répartition.

Ce qui peut, en retour, réduire à une apparence la propriété d'Etat ou collective : le président Mao avait indiqué, en 1969 : « **A ce qu'il semble, si l'on ne fait pas la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, ça n'ira pas, car notre base n'est pas solide. A en juger par ce que j'ai observé, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais je le crains dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas entre les mains des vrais marxistes ni des masses ouvrières** ». A partir du moment où dans les usines est mis en avant le droit bourgeois (les stimulants matériels), le système marchand (le profit au poste de commandement), la propriété socialiste est remise en question : la ligne idéologique et politique, la classe qui exerce la direction sont les facteurs qui déterminent à quelle classe appartiennent en réalité ces usines.

La société socialiste, de même, ne peut supprimer en une brève période, la différence entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans, entre travail manuel et travail intellectuel, héritiers de la vieille société.

Ainsi les tares héritées de la vieille société subsistent longtemps et engendrent inévitablement chaque jour le capitalisme, de nouveaux éléments bourgeois. En ce sens, la lutte entre voie socialiste et voie capitaliste se pose de façon constante. Si la dictature du prolétariat, le pouvoir des ouvriers et des paysans ne mobilise pas constamment les masses pour aller de l'avant vers la suppression des bases mêmes des différences de classe, vers le communisme, le capitalisme, la bourgeoisie peuvent, à partir de là, se développer rapidement.

Il faut mener une bataille de longue haleine, mobiliser en profondeur, en particulier, les masses paysannes pour élargir le champ de la propriété collective, pour la transformer ensuite en propriété du peuple entier.

De même, pour limiter le droit bourgeois, pour aboutir à une réduction progressive de l'éventail des différents échelons de salaires.

⁂

Pour tenter de développer la voie capitaliste, à chaque étape, contre la voie socialiste, pour accentuer les bases subsistantes des différences de classe et tenter de constituer ainsi une nouvelle bourgeoisie capable d'usurper le pouvoir, les débris des anciennes classes exploiteuses ainsi que les nouveaux éléments bourgeois, cherchent à s'appuyer sur les vieilles idées des classes exploiteuses qui ont dominé durant des siècles et qui persistent nécessairement à exercer leur influence, y compris parmi les ouvriers et les paysans.

A la campagne, par exemple, les paysans gardent nécessairement dans leurs comportements certaines particularités des petits producteurs. La tendance spontanée au capitalisme se manifeste inévitablement chez les paysans aisés. C'est en tablant là-dessus que les révisionnistes à la Liu Chao Chi prêchaient le développement des marchés libres, l'extension des parcelles individuelles. Mais leurs tentatives ont été brisées par des mobilisations politiques successives de paysans pauvres et moyens pauvres qui ont à chaque fois élargi le mouvement de collectivisation et élevé leur conscience socialiste.

La force de l'habitude, le poids des vieilles idées, peuvent constituer, à certains moments décisifs, une entrave importante à l'avancée du socialisme : ce sont des idées telles que l'impossibilité de changer l'ordre « immuable » des choses, la division inévitable entre ceux qui pensent et ceux qui travaillent, le mépris du travail manuel, la science et la supériorité innées de certains, face à l'ignorance et la dépendance de la masse, l'individualisme comme facteur indispensable, éternel de tout progrès, etc. De telles idées, sous une forme ou sous une autre, et à des degrés divers, restent enracinées, si on ne les critique pas consciemment, si on ne leur oppose pas systématiquement à une large échelle et sur la base de l'expérience de la pratique sociale, le marxisme-léninisme, la conception matérialiste dialectique du monde. Ainsi, dans tout le pays, sous la direction et à l'appel du Parti, des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans ont entrepris la critique des idées de Confucius, principale source où les classes réactionnaires, depuis des siècles, en Chine, puisaient pour justifier leur oppression et qui a donc imprégné la société chinoise pendant plus d'un millénaire. Et c'est en s'appuyant sur Confucius que les révisionnistes et les escrocs politiques, à la manière de Lin Piao, espéraient mener à bien leurs projets de contre-révolution.

De plus, la bourgeoisie et les anciennes classes exploiteuses tendent à garder des positions importantes, précisément dans le domaine de l'idéologie, de la culture en général. Dans la mesure où l'Etat socialiste est amené nécessairement à faire appel à un certain nombre de spécialistes formés dans l'ancienne société, dans différents domaines : presse, arts, enseignement, science. Comme la Révolution Culturelle l'a montré, la dictature du prolétariat, la direction et le contrôle de la classe ouvrière doivent s'exercer dans tous les domaines : à l'école, à l'université comme dans la presse et dans la production artistique. Sinon s'y reproduisent et s'y développent de nouveaux spécialistes formés à la vieille école, base importante à la fois pour le recrutement de nouveaux éléments bourgeois et pour le renforcement et la diffusion des idées et comportements réactionnaires. Ainsi, en Chine, avant la Révolution Culturelle, certains instituts en étaient arrivés à éliminer progressivement, par leur système d'examen et de sélection, pratiquement toute possibilité pour les fils d'ouvriers et de paysans pauvres d'y être admis. D'autres tendaient, par leurs méthodes et le contenu de leur enseignement, à transformer les élèves issus du peuple en éléments imbus de leur supériorité, méprisant les masses et le travail productif.

Le poids des vieilles idées peut exercer une action corrosive, y compris sur des ouvriers révolutionnaires, des communistes qui, à un moment ou à un autre, après avoir été des combattants révolutionnaires, adoptent un point de vue et un comportement bourgeois, se mettent à penser « qu'il est temps de s'installer et d'aménager confortablement un petit chez soi ».

⁂

Tirant des leçons de l'expérience du mouvement communiste international et de la révolution chinoise, Mao Tsé Toung et le Parti Communiste chinois ont développé plus avant, contre le révisionnisme moderne, la théorie marxiste de la dictature du prolétariat : ils nous montrent dans la pratique comment les classes et la lutte des classes subsistent durant le socialisme qui durant toute cette période, la classe ouvrière au pouvoir, à travers plusieurs révolutions, doit mener une lutte acharnée, dans tous les domaines, pour renforcer sa dictature intégrale sur la bourgeoisie, supprimer tous les vestiges des anciens rapports de production, du droit bourgeois dans l'infrastructure et éliminer dans la superstructure, tout le poids de l'idéologie des anciennes classes exploiteuses. Jusqu'à la suppression des classes et des différences de classes, jusqu'au communisme.

Gabriel FERREOL

« **Le socialisme est la** déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du **prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la** suppression des différences de classes en général, **à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.** »

Karl Marx

Sous la direction du Parti Communiste Chinois, la classe ouvrière et le peuple chinois mènent une lutte incessante pour renforcer le socialisme, contre toutes les tentatives visant à la restauration du capitalisme. Dans la critique de masse de la ligne de Lin Piao et de Confucius, dans le mouvement d'éducation politique en cours, se forgent des milliers de communistes armés pour cette bataille.

« Les femmes supportent la moitié du ciel... » Depuis la libération, les femmes chinoises ont travaillé aux côtés des hommes pour transformer l'ancienne Chine en un pays socialiste. C'est par leur lutte pour participer au travail productif qu'elles ont pris en main leur libération. Aujourd'hui, les tâches traditionnelles qui les tenaient à l'écart de la vie politique tendent à être assumées par l'ensemble de la société. A tous les niveaux, elles tiennent leur place, dans la production, dans la lutte politique.

Depuis 1962 surtout, la production agricole connaît régulièrement des succès : accroissement de la superficie à plusieurs récoltes, amélioration du système de cultures, généralisation des récoltes annuelles multiples (riz, blé), augmentation des récoltes annuelles ont contribué largement à assurer ces victoires. La primauté a été donnée au développement de l'agriculture, base de l'économie chinoise. Les masses paysannes se sont mobilisées pour mener à bien cette tâche. C'est sur cette base d'une agriculture produisant abondamment que le gouvernement peut assurer des prix stables pour les travailleurs.

l'enjeu de la bataille PS-P«C» au portugal :

une nouvelle répartition des forces au sein du gouvernement

Une semaine après les élections au Portugal, l'aiguisement des contradictions prévisible entre le PS et le P«C»P s'est effectivement produit. En effet, au lendemain de la tentative manquée du coup réactionnaire du 11 mars, les révisionnistes avaient mis la situation à profit pour s'imposer aux militaires du MFA, désormais isolés sur leur droite, et accaparer de nombreux postes dans le gouvernement et l'appareil d'Etat. Dans le même temps, le PS, vraisemblablement compromis de près ou de loin dans la préparation du putsch, s'était trouvé réduit à une position plus faible dans le gouvernement. La victoire du PS, qui a remporté aux dernières élections trois fois plus de voix que le P « C » P, était l'occasion pour les sociaux-démocrates de remettre cette situation en cause.

Dès le lendemain des élections, le PS affirmait ses nouvelles ambitions par une manifestation organisée dans le centre de Lisbonne. Le caractère hétéroclite de la manifestation, où se distinguait un cortège de 1 000 ouvriers et cortège de voitures plus ou moins de luxe, rendait bien compte de la nature de ce parti bourgeois qui parvient, dans le cadre de l'antifascisme, à tromper encore une masse importante de travailleurs.

Mais c'est le 1er mai, à l'occasion de la manifestation organisée par l'Intersyndicale, que les contradictions sont apparues au grand jour. D'une part, le PS tentait de s'affirmer comme une force autonome, conviant à rejoindre le meeting central par une manifestation séparée. D'autre part, le P « C » P mettait cette manœuvre à profit pour isoler le PS, contraignant en fin de compte Mario Soares à quitter le meeting.

L'instrument des révisionnistes dans cette opération a été la direction de la centrale syndicale unique, officiellement légalisée par le MFA le jour même du premier mai. D'un côté, fidèles à leur vieille tactique de division de la classe ouvrière, les sociaux-démocrates se sont toujours opposés à l'unicité syndicale. De l'autre côté, les révisionnistes ont poussé dans ce sens, pour se doter d'un instrument de contrôle de la classe ouvrière, et d'un moyen de pression dans la lutte pour le pouvoir entre partis bourgeois. Le P « C » P contrôle en effet largement la direction de cette « intersyndicale » : d'une part, parce qu'ils avaient déjà conquis des postes de direction dans les syndicats à l'époque fasciste, d'autre part, parce qu'ils ont pris, après le 25 avril, l'initiative de chasser les cadres fascistes en place dans les anciens syndicats pour s'imposer bureaucratiquement à leur place. Ils utilisent en la dévoyant, dans cette bataille, la juste aspiration de la classe ouvrière portugaise à l'unité syndicale.

La lutte PS-P-C-P pour le contrôle de l'appareil d'Etat bourgeois. Sur la banderole : « l'appareil d'Etat au service du peuple (?!) cellule du PCP-Palais Sao Bento (siège de l'assemblée) »

Après les « incidents » du premier mai, le PS s'empressait de convoquer pour le lendemain soir une manifestation importante à Lisbonne, afin de réclamer sa part du gâteau gouvernemental, sur le mot d'ordre principal : « il faut respecter la volonté populaire », autrement dit : « il faut donner plus de places au PS au gouvernement ».

Cependant, le sens de la manifestation était encore appuyé par les discussions engagées en même temps par Soares avec le président de la République, Costa Gomes, le premier ministre, Vasco Gonçalves, et le secrétaire du P « C » P, Cunhal. Sortant de ces entretiens, Soares déclarait : « Nous sommes avec le MFA, car son projet de construire un socialisme portugais et en liberté ne peut se faire sans nous » et : « Nous sommes partisans de l'union de toutes les forces progressites, mais sans une hégémonie, que rien aujourd'hui ne justifie ». Il indiquait clairement par là que l'enjeu essentiel de la querelle qui l'oppose aujourd'hui aux révisionnistes, est l'influence prépondérante dans le MFA et les autres organes du pouvoir, qui lui sont subordonnés.

A l'issue de ces journées, une chose apparaît clairement : aussi bien les révisionnistes que les sociaux-démocrates ne considèrent aujourd'hui les masses du Portugal que comme un instrument de pression dans la querelle qui les oppose pour le pouvoir, et dans laquelle aucun des deux ne dispose pour l'instant des forces nécessaires pour éliminer l'autre. Quand on sait que derrière chacun de ces deux partis s'agite une des deux super-puissances qui luttent pour l'hégémonie mondiale, on comprend que le peuple portugais a tout intérêt à rejeter ces partis qui prétendent le représenter.

le 4/5/75

Jean Lermet

libérez les militants emprisonnés

La veille des élections du 25 avril, vers 10 heures du matin, beaucoup de gens se sont regroupés autour du siège du MRPP d'Olhao. Dans la nuit, après un meeting, une trentaine de ses membres et sympathisants ont été arrêtés, pour avoir fait de la propagande contre « la farce électorale ». Le siège a été fermé aussitôt, gardé par la police. Dans l'après-midi, l'armée embarque tout : tables, machines à écrire, journaux, tout y passe. Quelques militants sont même arrêtés dans la journée, sur leur lieu de travail. Un avion militaire les emmène à la prison militaire de Santarem.

Cette trentaine d'emprisonnements vient après des dizaines d'autres. Ils sont aujourd'hui plus de 200, arrêtés dans toutes les régions du Portugal, le plus souvent lors de collages d'affiches ou de diffusion de leur journal. Dans de très nombreux cas, ce sont les révisionnistes qui font le plus gros travail : rondes armées, provocation des militants ; le Copcon ou la police militaire intervient ensuite, et arrête les révolutionnaires. La nuit même précédant les élections, la police a arrêté dans un barrage, le responsable du MRPP. Dans les différentes prisons, Alco Entre, Tires... les prisonniers ont subi des coups ; il n'a pas d'hygiène, une nourriture infecte. A la prison pour femmes de Tires, les médecins ont refusé de soigner des militantes blessées. Pour séparer les hommes des femmes, la police n'a pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes dans les cellules.

La chute du fascisme a donné au peuple portugais une liberté qu'il n'avait pas connue pendant 50 ans. Mais dès que les révolutionnaires ont commencé à dénoncer cette démocratie comme la nouvelle forme du pouvoir bourgeois, la répression s'est abattue sur certains d'entre eux.

Libération des militants emprisonnés !

reportage à olhao, ville du sud...

Olhao, c'est une petite ville du Sud, dans l'Algarve, au bord de la mer. Beaucoup de ses habitants vivent de la mer : c'est un port de pêche mais aussi un centre important de conserves de poissons, avec plusieurs usines très anciennes. Tout autour, une campagne très sèche, avec des chemins de sable bordés de cactus énormes.

Nous avons rencontré des pêcheurs, des ouvrières des usines de conserves, des salariés agricoles. Tous nous ont raconté leurs dures conditions de travail, la précarité de leur emploi, l'insécurité dans laquelle ils vivent.

Une ouvrière des conserves nous explique « Notre travail est particulièrement sale. Nous faisons tout à la main et aux ciseaux. Quand il n'y a pas de poisson frais, nous travaillons sur des poissons congelés, et nous avons toutes des rhumatismes dans les mains. Les patrons nous menacent sans cesse de chômage. Ils nous disent que ces conserves se vendent moins bien qu'avant, parce que le procédé d'ouverture des boites est ancien et nécessite une clé, et que le poisson congelé est jauni et ne se conserve pas toujours très bien. Ils ont fermé une douzaine d'usines récemment ». Pas de sanitaire, alors qu'en été elles doivent se laver et changer de vêtement tous les jours, tant l'odeur est forte. C'est un fait que même en avril sous le soleil déjà très chaud, les abords des conserveries dégagent une odeur affreuse. Il y a peu de temps, elles n'avaient aucune sécurité de travail, c'étaient des jours entiers sans salaire. Aujourd'hui après une lutte de plusieurs semaines, elles ont obtenu la garantie de 24 heures de travail, par semaine, payées.

Les pêcheurs ont à peu près les mêmes problèmes. Pour la plupart ils ne possèdent pas de bateau, mais travaillent sur ceux d'armateurs liés à l'industrie de la conserve. Ils partent chaque soir pour pêcher toute la nuit. C'est le risque d'accidents permanent. Un fils de pêcheur nous raconte qu'un camarade de son père a eu la tête écrasée entre le gros bateau et un des petits bateaux sur lesquels on décharge le poisson, que plusieurs ont eu un bras ou une jambe prise dans les cordes pendant que la machine les enroulait. On peut facilement reconnaître les pêcheurs à leurs visages brûlés, leurs mains craquelées, blessées, détrempées au bout des doigts. L'un d'eux nous explique qu'ils n'ont pas de salaire fixe : ce qu'ils touchent, c'est un infime pourcentage sur le poisson qu'ils ramènent. C'est un travail à la tâche qui entretient une sorte de guerre entre les équipages des différents bateaux ; quand un bateau a repéré des poissons, c'est la ruée sur cet endroit.

Dans la campagne alentour, de petites propriétés où l'on fait un peu de tout voisinent avec des grandes propriétés souvent abandonnées aux oliviers et aux chênes. Mais commencent à se développer sur des terres de plus de 200 hectares des cultures de pointe. Près d'Olhao, nous avons vu une de ces grandes « fermes », où le propriétaire, dont beaucoup ne connaissent même pas le nom, a lancé des cultures de primeurs : fraises sur plastique, tomates et piments sous grandes serrres, sur des dizaines d'hectares. Irrigation en permanence. On utilise abondamment engrais et insecticides.

Nous avons discuté avec les ouvrières agricoles qui cueillaient les fraises, les mettaient sur place dans des barquettes. Une tonne par jour en ce moment. Elles sont près de 100 sur la propriété, courbées tout le jour sons un soleil torride. Elles travaillent sous les ordres d'un ingénieur et de chefs d'équipes. Pour elles, la situation a peu changé. Elles vivent dans la crainte de tomber malades, car alors il n'y a plus de salaire. Presque toutes viennent aussi le samedi pour joindre les deux bouts, car elles n'ont pas encore vu la couleur du salaire minimum. L'an dernier, elles avaient fait grève en pleine saison, mais en vain. Elles sont encore mobilisées sur ces questions. Pour elles, l'orientation prise par les capitalistes à la campagne, cela signifiera à court terme le chômage : l'ingénieur (électeur PS) n'y va pas par quatre chemins. « Pour le moment ici, on a beaucoup trop de main-d'œuvre, on ne peut pas la payer, ils réclament des salaires trop élevés. Il faut mécaniser parce que les machines, une fois qu'on les a achetées, c'est fini. Le gouvernement actuel favorise les investissements : on peut avoir des crédits de l'Etat sur 20 ans avec un très faible intérêt. L'amortissement est rapide, parce qu'on supprime une grande partie de la main-d'œuvre. On ne les renverra pas, ils pourront aller travailler dans d'autres propriétés à Potimao ou ailleurs... » C'est des gens comme cet ingénieur qui sont ici le plus content des possibilités ouvertes par le 25 avril : possibilité de développer la production. Il parle en termes d'investissements, de rentabilité, d'exportations qui permettront des cours élevés. « En ce moment, des conseillers français du Midi viennent tous les mois nous aider. Il faut qu'on arrive à faire comme en France ». Ces ingénieurs savent bien où ils veulent aller. Si beaucoup de petits paysans sont sceptiques sur la réforme agraire telle qu'on l'annonce assez vaguement pour l'instant, les promoteurs les plus convaincus des « coopératives » se trouvent parmi ces ingénieurs de la campagne.

Manifestation des ouvriers de la conserverie de poissons de Olhao.

« Nous pensons que le mieux, c'est de grouper autour de nous les petits paysans pour faire une coopérative. Nous leur expliquons que nous avons déjà ici un système de commercialisation dont ils pourraient profiter, qu'ils seraient sûrs de vendre leur production. Dans le coin, j'ai déjà l'accord d'une trentaine de petits paysans ». Mais nous savons par des ouvriers agricoles que bien des paysans pauvres sont réticents parce qu'ils se demandent quel pouvoir ils auront dans ces « coopératives » montées par les gros propriétaires.

Quand on discute avec les gens d'ici, ce dont ils parlent le plus volontiers c'est de leurs conditions de vie, de leurs luttes. Les ouvrières des conserves racontent les grèves qu'elles ont menées, avant et après le 25 avril : d'abord des revendications de salaires. Elles ont réduit la production par ouvrière de 18 boites à l'heure à 7 ou 8. Quand elles ont vu que le patron ne cédait pas, elles ont fait la grève totale, malgré la loi anti-grève qui exige normalement un préavis. « Si on lui avait annoncé à l'avance, il en aurait profité pour ne pas s'approvisionner en poissons frais et pour faire sortir les boites finies ». Elles ont fait piquets et manifestations. Dans cette grève, elles ont pu faire l'expérience d'une direction syndicale révisionniste qui, mise en place rapidement après le 25 avril, n'a pas tardé à dire : « Pendant 40 ans on n'a rien eu et maintenant vous voulez tout d'un coup ».

Les pêcheurs ont eux aussi mené une dure lutte, pendant deux mois et demi, pour un salaire fixe, entre autres revendications. Là encore, ils se sont heurtés à la direction révisionniste du syndicat qui les a fait reprendre sur la promesse que leurs revendications seraient satisfaites. Mais ils n'ont toujours rien, pas même de feuille de paie pour savoir où ils en sont, plus de papiers pour les allocations familiales. En pleine campagne électorale, ils parlent d'une nouvelle grève si le délai qu'ils ont donné pour la réalisation des promesses n'est pas respecté.

Avril 1974

Monique CHERAN

Impr. Roto Fr. Imp. - Dir. de Publication C. Rey - No de Commission Paritaire 51.165 - Distribué par les N.M.P.P.